

MINISTÈRE DES FINANCES
SECRETARIAT GENERAL
DIVISION DE LA PRÉVISION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025



SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
VUE D'ENSEMBLE	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONA	9
SECTEUR REEL	14
SECTEUR EXTERIEUR	23
FINANCES PUBLIQUES	32
SITUATION MONETAIRE	38
SECTEUR BANCAIRE	42
INFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES	44
COMITE DE REDACTION	47



SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CSPH : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

DGD : Direction Générale des Douanes

DP : Division de la Prévision

FMI : Fonds Monétaire International

IS : Impôts sur les Sociétés

LB : Livre anglaise

MINFI : Ministère des Finances

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement

PNT : Position Nette du Trésor

SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TSPP : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

Au deuxième trimestre 2025 l'économie mondiale est principalement marquée par : (i) l'incertitude liée à la politique économique et commerciale des Etats-Unis ; (ii) la poursuite des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient et ; (iii) la baisse de cours de certaines matières premières.

Dans le groupe des pays avancés et selon l'OCDE, l'on enregistre un rebond de la croissance aux Etats-Unis (+0,7% après -0,1% au premier trimestre 2025), et un ralentissement dans la zone euro (+0,1% après +0,6%) et au Royaume-Uni (+0,3% après +0,7%). Dans le groupe des pays émergents et en développement, la croissance ralentit en Chine (+1,1% après +1,2%), au Brésil (+0,4% après +1,3%) et en Inde (+1,7% après +2,0%). Par contre, elle s'accélère en Turquie (+1,6% après +0,7%), en Afrique du Sud (+0,8% après 0,1%) et au Mexique (+0,6% après +0,3%).

Sur l'ensemble de l'année 2025 et selon le FMI (octobre 2025), la croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,2% en 2025 après 3,3% en 2024. Cette décélération s'observerait tant dans le groupe de pays avancés (+1,6% en 2025 après 1,8% en 2024) que dans celui des pays émergents et des pays en développement (+4,2% près +4,3%). En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se consolider à 4,1% en 2025 comme en 2024. Dans la zone CEMAC, la croissance serait de 2,6% en 2025 après 2,7%.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale poursuivrait sa décélération, passant de 5,7% en 2024 à 4,2% en 2025. L'inflation ralentirait dans les deux groupes de pays : 2,5% après 2,6% en 2024 dans le groupe des pays avancés et 5,3% après 7,9% dans celui des *pays émergents et des pays en développement*.

Pour ce qui est des matières premières, l'indice global des prix des principaux produits exportés par le Cameroun régresse de 10,1% par rapport au trimestre précédent. Suivant les groupes de produits, l'indice des prix baisse de 11,2% pour les produits énergétiques et de 4,0% pour les matières premières agricoles. A contrario, il est en hausse de 5,2% pour les principaux produits forestiers.

Secteur réel

Au deuxième trimestre 2025, l'économie nationale reste marquée par la hausse du coût des intrants agricoles ; la dégradation des voies de sortie des marchandises des plantations et des voies de distribution ; et les effets de la hausse des prix du carburant à la pompe. Par rapport au trimestre précédent, le chiffre d'affaires global des entreprises recule de 6,5% et la masse salariale de 2,8%.

Sur les six premiers mois de l'année 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires global des entreprises croît de 6,2%. Par secteur d'activités, le chiffre d'affaires augmente de 2,8% dans le primaire ; 12,4% dans le secondaire et 3,0% dans le tertiaire. Sur l'ensemble de l'année 2025 et par rapport à 2024, les chefs d'entreprises estiment une progression de 7,6% du chiffre d'affaires global. Tenant compte de ce qui précède et des évolutions enregistrées dans les autres secteurs de l'économie, la croissance du PIB est estimée à 3,9% en 2025 après 3,5% en 2024.

Prix

Au deuxième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 0,8%. Cette évolution est principalement tirée par la hausse de 2,1% des prix des *produits alimentaires et boissons non alcoolisées*. A l'inverse, le niveau des prix des services de communication recule de 0,1%.

Sur l'ensemble des six premiers mois de l'année 2025, et comparativement à la même période de 2024, l'indice des prix à la consommation finale des ménages croît de 3,8%. Cette hausse est principalement tirée par celle des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+7,2%) et du coût des « transports » (+3,8%).

Secteur extérieur

Au deuxième trimestre 2025, le déficit du compte courant de la balance des paiements se chiffre à 657,2 milliards et se détériore de 230,9 milliards en glissement annuel. Cette détérioration est imputable à celle des déficits des biens et des services ainsi qu'à la réduction de l'excédent des revenus secondaires.

Les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 988,6 milliards contre des sorties nettes de 48,7 milliards 425,0 milliards au deuxième trimestre 2024. Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du deuxième trimestre 2025 enregistre un excédent de 354,7 milliards contre 8,4 milliards au deuxième trimestre 2024.

Concernant spécifiquement les échanges de biens, le déficit de la balance commerciale se creuse de 729,1 milliards par rapport au trimestre précédent pour se situer à 795,7 milliards au deuxième trimestre 2025. En glissement annuel, le déficit se détériore de 144,3 milliards. Sur les six premiers mois de 2025 et en glissement annuel, le déficit commercial se réduit de 62,1 milliards pour s'établir à 862,3 milliards.

Finances publiques

Au deuxième trimestre 2025, les ressources budgétaires totales mobilisées s'élèvent à 1 500,3 milliards, en baisse de 66,7 milliards (-4,3%) en glissement annuel. Elles sont constituées de 1 200,1 milliards de recettes internes et 300,2 milliards d'emprunts et dons.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancement se chiffrent à 1 856,4 milliards, en augmentation de 203,6 milliards (+12,3%). Cette hausse résulte de l'augmentation des dépenses courantes hors intérêts (+7,3%), du service de la dette publique (+49,6%) et de la baisse des dépenses d'investissements (-22,6%). Le service effectif de la dette publique s'élève à 611,4 milliards, en augmentation de 202,7 milliards (+49,6%). Il comprend 136,4 milliards de dette extérieure et 475,0 milliards de dette intérieure.

Au terme du premier semestre 2025, les ressources budgétaires totales mobilisées s'élèvent à 3 094,8 milliards, en diminution de 34,3 milliards par rapport au premier semestre 2024. Cette évolution est la résultante d'une augmentation des recettes internes (+47,3 milliards) et d'une diminution des emprunts et dons (-81,5 milliards).

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements se situent à 3 504,7 milliards, en augmentation de 203,6 milliards. Le service effectif de la dette publique s'élève à 1 371,0 milliards, en augmentation de 461,4 milliards (+50,7%). Il comprend 417,4 milliards de dette extérieure et 953,6 milliards de dette intérieure.

Situation monétaire

A fin juin 2025 et par rapport à fin mars 2025, la situation monétaire se caractérise par une progression des avoirs extérieurs nets (+12,5%), des créances nettes sur l'Etat (+5,9%) et des crédits à l'économie (+3,5%). Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 3,8% pour s'établir à 9 767,6 milliards à fin juin 2025. Elle est composée de 21,1% de monnaie fiduciaire ; 48,3% de monnaie scripturale et 30,6% de quasi-monnaie. En glissement annuel, la masse monétaire progresse de 12,7%, consécutivement à hausse des avoirs extérieurs nets (+33,6%), des crédits à l'économie (+9,9%), et des créances nettes sur l'Etat (+6,3%).

Secteur bancaire

A fin juin 2025, l'encours des dépôts bancaire se chiffre à 8 783,3 milliards, en hausse de 10,9% par rapport à fin juin 2024. Celui des crédits s'élève à 6 118,0 milliards, en augmentation de 9,1%.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Croissance économique et inflation

Au deuxième trimestre 2025 et comparativement au trimestre précédent, l'économie mondiale est principalement marquée par : (i) l'incertitude quant à la politique économique et commerciale des Etats-Unis ; (ii) la poursuite des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient et (iii) la baisse de cours de certaines matières premières.

Dans le groupe des pays avancés et selon l'OCDE, la croissance s'accélère à 0,4% au deuxième trimestre 2025 après 0,2% au premier trimestre 2025. Ce chiffre masque cependant des disparités entre les économies du groupe.

Aux *Etats-Unis*, la croissance rebondit à 0,7% après une contraction de 0,1% au premier trimestre 2025. Cette situation est attribuable à la baisse des importations de biens (-10,3% contre +11,0%) mais également à l'augmentation des investissements des entreprises dans les produits de propriété intellectuelle, principalement l'intelligence artificielle.

Dans la zone euro, l'activité ralentit à 0,1% après 0,6% au trimestre précédent, avec la contraction du PIB en Allemagne (-0,3% contre +0,3%) et en Italie (-0,1% contre +0,3%). La contraction en Allemagne est principalement due à la baisse des exportations de biens (-0,6% contre +3,0%). A l'inverse, la croissance s'accélère à 0,3% après 0,1% en France, avec le rebond de la consommation (+0,2% contre -0,1%).

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB décélère à 0,3% après 0,7%, du fait notamment de la contraction de 1,1% des investissements au deuxième trimestre après une hausse de 2,0% au premier trimestre. Au Japon, la croissance s'accélère à 0,3% après 0,1%, soutenue par la consommation privée.

Dans le groupe des pays émergents et en développement, la croissance ralentit principalement : (i) en Chine (+1,1% après +1,2%), avec la crise de l'immobilier ; (ii) au Brésil (+0,4% après +1,3%) et ; (iii) en Inde (+1,7% après +2,0%). En revanche, la croissance s'accélère en Turquie (+1,6% après +0,7%), en Afrique du Sud (+0,8% après 0,1%) et au Mexique (+0,6% après +0,3%).

Pour l'ensemble de l'année 2025, selon les perspectives économiques du FMI (octobre 2025), la croissance mondiale ralentirait à 3,2% en 2025 après 3,3% en 2024, en lien avec notamment l'affaiblissement de la demande mondiale et la poursuite des politiques monétaires restrictives. Parallèlement, l'inflation mondiale poursuivrait sa décélération, passant de 5,7% en 2024 à 4,2% en 2025, du fait notamment de la baisse des prix de l'énergie et un retour à la normale dans les chaînes d'approvisionnement.

Dans le groupe de pays avancés, la croissance devrait décélérer à 1,6% en 2025 après 1,8% en 2024. En particulier, aux États-Unis où l'économie connaît une croissance de 2,0% en 2025 après 2,8% en 2024, en lien avec l'assouplissement des conditions financières. A l'inverse, l'on enregistrerait une accélération de croissance dans la zone euro (+1,2% en 2025 après +0,9% en 2024) ; au Royaume-Uni (+1,3% après 1,1%) et au Japon (+1,1% après 0,1%).

Dans ce groupe de pays, l'inflation ralentirait à 2,5% en 2025 après 2,6% en 2024. En particulier, elle s'établirait à : (i) 2,7% après 3,0% aux États-Unis ; et (ii) 2,1% après 2,4% en zone euro, en lien avec l'appréciation de l'euro par rapport au dollar et les mesures budgétaires ponctuelles.

Dans le groupe des pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait également ralentir à 4,2% en 2025 après 4,3% en 2024. Ce ralentissement serait principalement perceptible en Chine (+4,8% après +5,0% en 2024), du notamment de l'incertitude prolongée entourant la politique commerciale américaine. Par contre, la croissance resterait vigoureuse en Inde (+6,6% après 6,5%, soutenue par la consommation privée, notamment dans la zone rurale. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se consolider à 4,1% en 2025 comme en 2024. En particulier, la croissance s'établirait à 3,9% après 4,1% au Nigeria et 1,1% après 0,5% en Afrique du Sud.

L'inflation dans le groupe des pays émergents et des pays en développement devrait décélérer, passant de 7,9% en 2024 à 5,3% en 2025, en lien avec le ralentissement de la demande et la chute des prix de l'énergie.

Pour ce qui est en particulier de la zone CEMAC, les prévisions de la BEAC (septembre 2025) tablent sur : (i) un léger ralentissement de la croissance économique, à 2,6% en 2025 après 2,7%, en lien avec la poursuite du recul de la production pétrolière (-1,5% après -0,4%), malgré la bonne tenue du secteur non pétrolier (+3,2% après +3,3%) ; (ii) une maîtrise de l'inflation qui s'établirait autour de 2,6% après 4,1%.

Cours des matières premières

Au deuxième trimestre 2025, les cours moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun baissent globalement par rapport au trimestre précédent, à l'exception du coton et des produits forestiers, dont les prix connaissent une hausse. Dans ce contexte, l'indice global des prix des principaux produits exportés par le Cameroun régresse de 10,1% par rapport au trimestre précédent.

Produits énergétiques

Au deuxième trimestre 2025, l'indice des prix des produits énergétiques enregistre une baisse de 11,2% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse des cours du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié (GNL). En glissement annuel, cet indice affiche une baisse de 18,1%.

Les cours du pétrole brut diminuent de 10,4% par rapport au trimestre précédent, pour s'établir en moyenne à 67,9 dollars le baril. Cette évolution découle principalement d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, résultant d'une hausse de la production au sein de l'OPEP+ et d'un ralentissement de la demande mondiale, exacerbé par la décélération de l'économie chinoise et la transition vers les véhicules électriques. En glissement annuel, les cours du pétrole affichent une baisse de 19,7%. Sur l'ensemble de l'année 2025, et d'après le FMI, les cours moyens du baril devraient reculer de 12,6%.

Les cours du GNL connaissent baissent de 18,1%, se chiffrant à 11,8 dollars par million de BTU. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs, notamment : (i) les conditions météorologiques clémentes, réduisant la demande pour les besoins de chauffage ; (ii) la hausse de la production de gaz de schiste aux États-Unis ; (iii) les niveaux importants des stocks de gaz naturel dans la zone euro. En glissement annuel, les cours du GNL connaissent une augmentation de 18,0%. Ils devraient également augmenter de 13,5% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2025.

Produits non énergétiques

Produits agricoles

Au deuxième trimestre 2025, l'indice des prix des matières premières agricoles enregistre un recul de 4,0%, après la hausse de 9,7% observée au trimestre précédent. Cette situation s'explique par la baisse des cours des principaux produits agricoles exportés, à l'exception du coton brut dont les cours ont légèrement augmenté. En glissement annuel, cet indice affiche une baisse de 1,9%.

Les cours du **cacao brut** se situent à 9,4 dollars le kilogramme, en diminution de 3,1% par rapport au trimestre précédent, avec le recul de la demande mondiale, notamment en Asie. Les cours sont stables en glissement annuel mais devraient augmenter en moyenne de 5,3% sur l'ensemble de l'année 2025.

Les cours du **coton brut** s'établissent à 1,72 dollar le kilogramme, en hausse de 1,2% par rapport au trimestre précédent. Par contre, en glissement annuel, ils enregistrent un repli de 9,5%, en lien avec la hausse de l'offre mondiale, stimulée par la reprise de la production au Brésil, aux États-Unis et en Australie. Cette évolution s'explique également par la baisse de la demande de la Chine et de l'Union européenne, deux importants clients. Il est prévu une baisse des cours moyens, de l'ordre de 9,1 %, sur l'ensemble de l'année 2025.

Les cours du **caoutchouc brut** baissent de 14,1% pour s'établir à 1,7 dollar le kilogramme. Cette baisse est principalement due à une offre accrue dans les principaux pays producteurs d'Asie (Thaïlande, Indonésie et Vietnam, etc.) où les conditions météorologiques se sont améliorées, favorisant des récoltes plus abondantes. Les cours restent inchangés par rapport au deuxième trimestre 2024 mais devraient enregistrer une baisse de 1,6% sur l'année 2025.

Les cours de la **banane** s'établissent à 1,1 dollar le kilogramme, en baisse de 8,3% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet d'un repli de la demande mondiale. En glissement annuel, ils enregistrent un recul de 21,4%. Les cours moyens de la banane devraient augmenter de 12,3% en 2025.

Les cours du **café arabica** s'établissent en moyenne à 8,5 dollars le kilogramme, en baisse de 1,2% par rapport au trimestre précédent. Ceux du **café robusta** enregistrent également une régression de 10,7% pour se situer à 5,0 dollars le kilogramme, en lien avec le recul de la demande mondiale. En glissement annuel, les cours du **café arabica** augmentent de 60,4%, tandis que ceux du robusta croissent de 16,3%. D'après le FMI, des hausses des cours des cafés sont attendues au terme de l'année 2025, dont 38,2% pour le café arabica et 0,7% pour le robusta.

Produits forestiers

Au deuxième trimestre 2025, l'indice des prix des principaux des produits forestiers enregistre une hausse de 5,2% par rapport au trimestre précédent. Les cours des bois sciés progressent de 6,0%, pour s'établir en moyenne à 727,9 dollars le mètre cube, en lien avec la hausse de la demande mondiale. De même, les cours des **bois bruts** augmentent de 4,1% pour atteindre 326,9 dollars le mètre cube en moyenne. En glissement annuel, les cours des bois sciés augmentent de 5,8%, et ceux des bois bruts enregistrent une hausse de 3,3%. Pour l'année 2025, le FMI projette une hausse des cours de 3,4 % pour les bois bruts et de 3,0 % pour les bois sciés.

Métaux et minéraux

Au deuxième trimestre 2025, l'indice des prix des principaux métaux et minéraux exportés par le Cameroun régresse de 6,5 %, en lien avec la baisse des prix dans l'ensemble des marchés. En glissement annuel, cet indice diminue de 6,3%.

Les cours de **l'aluminium** brut reculent de 6,9% et s'établissent à 2 444,4 dollars la tonne, en raison d'une demande mondiale affaiblie par le ralentissement économique, notamment en Chine. En glissement annuel, le prix de l'aluminium enregistre une baisse de 2,9%. Selon les prévisions du FMI, les cours moyen de l'aluminium devraient connaître une hausse de 5,3 % en 2025.

Les cours du **mineraï de fer** reculent de 6,0% pour s'établir à 95,5 dollars la tonne, en lien avec l'augmentation de l'offre mondiale, conjuguée au ralentissement de la demande, notamment en Chine, premier consommateur mondial. Ces cours baissent de 5,5% en glissement annuel ; ils sont projetés en baisse de baisse de 6,9% du prix du mineraï de fer.

Le cours du **plomb** s'établit en moyenne à 1 945,6 dollars la tonne, en baisse de 1,2% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours diminue de 10,2%. Sur l'ensemble de l'année 2025, le prix moyen du plomb devrait baisser de 4,1 % en 2025.

Tableau 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées

Périodes	2 ^{ème} trim. 2024		1 ^{er} trim. 2025		2 ^{ème} trim. 2025		Variations (en %)	Variations (en %)
	a	b	c	c/a	c/b	2025*/2024		
Libellés								
Produits énergétiques*	260,9	240,5	213,6	-18,1	-11,2			
Pétrole brut (\$/baril)	84,6	75,8	67,9	-19,7	-10,4	-12,6		
Gaz naturel liquéfié (\$/million de BTU)	10,0	14,4	11,8	18,0	-18,1	13,5		
Produits non énergétiques*	163,7	164,5	154,0	-5,9	-6,4			
Produits agricoles*	273,1	279,3	268,0	-1,9	-4,0			
Cacao (\$/Kg)	9,4	9,7	9,4	0,0	-3,1	5,3		
Coton brut (\$/kg)	1,9	1,70	1,72	-9,5	1,2	-9,1		
Caoutchouc brut (\$/kg)	1,7	1,98	1,7	0,0	-14,1	-1,6		
Bananes (\$/kg)	1,4	1,2	1,1	-21,4	-8,3	12,3		
Café (\$/kg)	4,8	7,1	6,8	41,7	-4,2	37,9		
Café arabica (\$/kg)	5,3	8,6	8,5	60,4	-1,2	38,2		
Café robusta (\$/kg)	4,3	5,6	5,0	16,3	-10,7	0,7		
Produits forestiers*	96,0	95,4	100,4	4,6	5,2			
Bois sciés (\$/m3)	688,0	686,6	727,9	5,8	6,0	3,0		
Bois brut (grumes) (\$/m3)	316,5	314,1	326,9	3,3	4,1	3,4		
Métaux et minéraux*	162,2	162,6	152,0	-6,3	-6,5			
Aluminium brut (\$/tonne métrique)	2518,5	2626,8	2444,4	-2,9	-6,9	5,3		
Fer (\$/tonne métrique)	113,0	101,6	95,5	-15,5	-6,0	-6,9		
Plomb sous forme brute (\$/tonne métrique)	2165,7	1969,7	1945,6	-10,2	-1,2	-4,1		
Indice global*	241,9	227,7	204,8	-15,3	-10,1			

Sources : INSEE, FMI, MINFI *Estimations FMI

Taux de change

Au deuxième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie face aux monnaies de ses principaux partenaires commerciaux, notamment le dollar américain (-8,7%), le yen japonais (-2,4%), la livre sterling (-1,9%), le yuan chinois (-6,5%), les DTS (-4,3%), le naira (-14,3%), la roupie indienne (-6,8%) et le dirham des Émirats arabes unis (-8,4%). En revanche, il se déprécie par rapport à la rouble russe (+14,3%).

En glissement annuel, le franc CFA connaît une appréciation vis-à-vis du dollar américain (-4,9 %), du yuan chinois (-4,8%), des DTS (-2,5%), du naira (-16,3%), de la roupie indienne (-6,8%) et du dirham émirati (-5,1%). Il se déprécie par rapport au yen japonais (+2,6%), à la rouble russe (+7,5%) et à la livre sterling (+0,8%).

Tableau 2 : Evolution du FCFA par rapport aux principales devises

Périodes	2 ^{ème} trim. 2024	1 ^{er} trim. 2025	2 ^{ème} trim. 2025	Variations (en %)	
	Libellés	a	b	C	c/a
Dollar des Etats-Unis	608,3	633,4	578,6	-4,9	-8,7
Yen japonais	3,9	4,1	4,0	2,6	-2,4
Livre sterling	767,9	789,2	774,1	0,8	-1,9
Yuan chinois	84	85,6	80,0	-4,8	-6,5
DTS	803,9	818,8	783,7	-2,5	-4,3
Rouble russe	6,7	6,3	7,2	7,5	14,3
Naira	0,43	0,42	0,36	-16,3	-14,3
Roupie indienne	7,3	7,3	6,8	-6,8	-6,8
Dirham Emirats Arabes Unis	165,9	171,9	157,5	-5,1	-8,4

Source : Banque de France

SECTEUR REEL

Situation économique nationale

L'économie nationale reste marquée par la hausse du coût des intrants agricoles, la dégradation des voies de sortie des marchandises des plantations et des voies de distribution, ainsi que les effets de l'augmentation des prix du carburant à la pompe. De l'enquête de conjoncture réalisée par le Ministère des Finances, il ressort qu'au deuxième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, les entreprises enregistrent globalement une baisse du chiffre d'affaires des entreprises (-6,5%), de la masse salariale (-2,8%) et des effectifs (-1,6%).

Sur les six premiers mois de l'année 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires global des entreprises croît de 6,2%. Par secteur d'activités, le chiffre d'affaires augmente de 2,8% dans le primaire, 12,4% dans le secondaire et 3,0% dans le tertiaire. Sur l'ensemble de l'année 2025, les chefs d'entreprises indiquent que le chiffre d'affaires progresserait de 7,6% par rapport à 2024.

S'agissant du PIB, la croissance réelle est estimée à 3,9% en 2025. Cette progression traduit la résilience du secteur non pétrolier, principal moteur de la croissance, dont le rythme d'expansion se maintiendrait à 4,2% en 2025, comme en 2024. À l'inverse, le secteur pétrolier continuerait de peser sur la dynamique globale, avec une contraction attendue de 4,9% en 2025, après une baisse de 9,7% en 2024, sous l'effet du déclin de la production d'hydrocarbures.

Secteur primaire

Au deuxième trimestre 2025, le secteur primaire enregistre une baisse de 6,8% du chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur progresse de 2,8%, en lien avec la bonne tenue de l'activité dans les filières banane, caoutchouc et cacao. Au terme de l'année 2025, le chiffre d'affaires du secteur primaire serait en hausse de 5,7% par rapport à 2024. Dans ce secteur, la masse salariale progresserait de 3,1% et les effectifs de 2,4%. La croissance réelle du secteur primaire est projetée à 4,1% en 2025 après 3,6% en 2024. Dans l'agriculture industrielle et d'exportation, les évolutions par spéculation se présentent ainsi qu'il suit.

Huile de Palme

La production de **l'huile de palme** brute baisse de 39,7% au deuxième trimestre 2025 pour se situer à 46 826 tonnes, par rapport au premier trimestre 2025 qui correspond à la période de grande production. Comparativement au deuxième trimestre de l'année précédente, la production recule de 16,0%. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, elle baisse de 12,7%, en lien avec le vieillissement des plantations et les difficultés de SOCAPALM à collecter les noix auprès des producteurs isolés qui sollicitent une augmentation du prix d'achat.

Banane

La production de **banane d'exportation** diminue de 17,7% au deuxième trimestre 2025 par rapport au premier trimestre 2025 et se situe à 50 504 tonnes. Au premier

semestre 2025 et en glissement annuel, la production progresse de 0,5%. La filière reste marquée par plusieurs difficultés structurelles et conjoncturelles, notamment les changements climatiques, l'insécurité dans certains bassins de production et la volatilité des prix.

Caoutchouc

La production de **caoutchouc naturel** augmente de 17,5% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent pour se situer à 9 622 tonnes. Par rapport au deuxième trimestre 2024, la production de caoutchouc augmente de 23,1%. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, cette production progresse de 19,5%. Ces évolutions sont attribuables aux conditions climatiques favorables et à l'entrée en production de nouvelles plantations.

Coton fibre

La production de **coton** fibre recule de 75,9% par rapport au premier trimestre qui correspond à la période de grande récolte. Au premier semestre et en glissement annuel, la production régresse de 28,1% pour se situer à 88 071 tonnes, du fait des aux conditions climatiques défavorables avec les inondations enregistrées dans plusieurs bassins de production.

Cacao

Au deuxième trimestre 2025 et comparativement au trimestre précédent, l'on enregistre une baisse de 84,8% des exportations de cacao brut en fèves, en lien avec la fin de la campagne. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, les exportations de cacao brut en fèves progressent de 8,7%. Les problèmes de la filière demeurent entre autres : (i) les difficultés d'accès aux intrants et au matériel végétal ; (ii) les changements climatiques, avec l'apparition de nouvelles maladies ; (ii) le vol des cabosses dans les plantations, du fait des prix attractifs.

Tableau 3 : Taux de croissance de quelques produits du primaire

Produits	2^{ème} trim. 2025/ 1^{er} trim. 2025	2^{ème} trim. 2025/ 2^{ème} trim. 2024	1^{er} sem. 2025/ 1^{er} sem. 2024
Banane	-17,7	0,1	0,5
Caoutchouc	0,1	9,7	23,1
Huile de palme	-39,7	-16,0	-12,7
Coton	-75,9	-63,3	-28,1
Bois grume	7,1	81,9	38,4
Bois débité	10,7	-0,3	0,9

Source : *Enquête de conjoncture DP/MINFI*

Dans la **sylviculture et l'exploitation forestière**, et entre le premier et deuxième trimestre 2025, la production progresse de 7,1% pour les grumes et 10,7% pour les débités. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production des débités augmente de 0,9% et celle des grumes de 38,4%. Les exportations de bois grumes reculent de 23,6% sur la période, en lien avec la poursuite de la politique du Gouvernement de limiter les exportations de bois grume et d'encourager la transformation du bois.

Secteur secondaire

Le chiffre d'affaires du secteur secondaire baisse de 1,3% au deuxième trimestre, comparativement au trimestre précédent, en lien avec le recul de la production dans les sous-branches « industries du cacao, café, sucre et thé » (-29,4%), « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-11,6%), « travail des grains et fabrication des produits amylacés » (-1,6%). Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires augmente de 12,4%, attribuable, entre autres, à la dynamique des branches « industries des boissons » (+8,3%), « production et distribution d'électricité » (+4,5%), « fabrication de produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (+10,4%), « travail de grains et fabrication des produits amylacés » (+7,2%). Par contre, l'activité recule dans les branches « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-23,2%), « production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche » (-4,1%), « industries du cacao, café, sucre et thé » (-12,5%) et « industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (-1,7%). La croissance du secteur secondaire est estimée à 3,6% en 2025 après 1,7% en 2024.

Les coûts de l'énergie, notamment ceux du carburant, de l'électricité et du gaz, ainsi que l'insuffisance des infrastructures routières continuent d'impacter négativement l'activité du secteur. Par ailleurs, les défis sécuritaires demeurent également une préoccupation des chefs d'entreprises.

Tableau 4 : Evolution du taux de croissance dans le secteur secondaire

Rubriques	Estimations 2025
Secteur secondaire	3,6
Industries extractives	-4,7
Industries agroalimentaires	5,2
Autres industries manufacturières	3,0
Production et distribution d'électricité	6,8
Production distribution d'eau et assainissement	2,9
BTP	6,8

Source : Comité de cadrage

Les **industries manufacturières**, regroupent les industries agroalimentaires et les autres industries manufacturières.

Industries agroalimentaires

L'activité dans les **industries agroalimentaires** au deuxième trimestre 2025 comparée au trimestre précédent, est marquée par la baisse de la production dans les branches « travail des grains et fabrication de produits amylacés » (-1,6%), « industries du cacao, café, thé et sucre » (-29,4%) et « fabrication de produits à base de céréales (-9,7%). Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, l'activité dans les Industries agroalimentaires est tirée notamment par l'accroissement de la production dans les branches « industries de boisson » (+8,3%), « fabrication des produits à base de céréales » (+7,6%), « travail des grains et fabrication de produits amylacés » (+7,2%). La croissance de la valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires est estimée à 5,2% en 2025.

Tableau 5 : Taux de croissance de la production dans l'agroalimentaire (en %)

Libellés	2 ^{ème} trim. 2025/ 1 ^{er} trim. 2025	1 ^{er} sem.2025/ 1 ^{er} sem. 2024
Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	-3,3	-4,1
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-1,6	7,2
Industries du cacao, café, thé et sucre	-29,4	-12,5
Fabrication de produits à base de céréales	-9,7	7,6
Industries des corps gras et d'aliments pour animaux	7,4	-1,7
Industries des boissons	0,9	8,3

Source : *Enquête de conjoncture DP/MINFI*

Par sous-branche d'activités, les évolutions sont les suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande recule de 3,3% au deuxième trimestre 2025, comparée au trimestre précédent, du fait de la baisse des abattages. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production de viande diminue de 4,1%, imputable notamment, à la dégradation des pâturages du fait des changements climatiques et du mauvais état des routes qui allonge la durée des voyages, causant les pertes de bêtes. Au terme de l'année, la production de viande serait quasi-stable (+0,1%).

Dans la sous-branche « **travail des grains et fabrication des produits amylacés** », la production baisse de 1,6% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2025, la production de la branche croît de 7,2% en glissement annuel, en lien avec l'accroissement des capacités de production de certains opérateurs et la disponibilité du blé. En fin d'année, l'activité dans la branche est projetée en hausse de 14,0%.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production de la branche chute de 29,4% au deuxième trimestre 2025 comparée au trimestre précédent, en lien avec la fin de la campagne de production de sucre et de cacao. Sur les six premiers mois de 2025 et en glissement annuel, la production de la branche baisse de 12,5%, du fait notamment du recul de 15,8% de la production de sucre. Au terme de l'année, la production de la branche reculerait de 3,6%.

En ce qui concerne le **sucré**, la production recule de 52,0% au deuxième trimestre 2025, par rapport au trimestre précédent, en raison de la fin de la campagne de production. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production de sucre baisse de 15,8%, en lien avec la destruction d'environ 150 hectares des plantations de canne à sucre de la SOSUCAM, suite à l'incendie survenu en février 2025. Au terme de 2025, la production de sucre diminuerait de 6,7%.

Pour ce qui est de la **masse de cacao**, la production recule de 35,2% au deuxième trimestre 2025 comparée au trimestre précédent, imputable à la baisse des commandes. Par contre, celle de beurre de cacao progresse de 8,5%. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, les productions de masse de cacao et de beurre de cacao reculent respectivement de 9,2% et 19,9%, en lien avec la baisse des commandes à

l'international. Les projections de fin d'année tablent sur une baisse de 16,6% de la production de masse de cacao et une hausse de 3,4% de celle de beurre de cacao.

Quant au **thé**, sa production croît de 64,7% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, du fait de la reprise des pluies. Sur les six premiers mois de 2025, la production de thé baisse de 3,1% en glissement annuel, en lien avec les conditions climatiques peu favorables. Au terme de l'année la production augmenterait de 2,6%.

Dans la branche « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires baisse de 9,7% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Sur les six premiers mois de 2025 et en glissement annuel, elle croît de 7,6%, tirée par la hausse de 18,0% de la production de biscuits. Au terme de l'année, la production dans la branche croîtrait de 12,3%.

Dans les « **industries des corps gras et d'aliments pour animaux** », la production croît de 7,4% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, résultant de la hausse de 12,3% de la production des huiles raffinées et de 2,1% de celle des tourteaux. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production de la branche recule de 1,7% tirée par la baisse de 11,7% de la production des tourteaux. Sur l'ensemble de l'année 2025, les estimations tablent sur une hausse des productions des huiles raffinées et des tourteaux respectivement de 8,1% et 1,1%. Ce secteur d'activité continue de pâtir de l'insuffisante disponibilité de la matière première qu'est l'huile de palme brute.

La production dans les « **industries de boissons** » enregistre une hausse de 0,9% au deuxième trimestre 2025, comparée au trimestre précédent. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production dans la sous-branche progresse de 8,3%, en raison notamment de l'extension des usines de production, notamment à Yaoundé et à Douala. Au terme de l'année 2025, la production croîtrait de 7,2%.

Autres industries manufacturières

S'agissant de la branche « **autres industries manufacturières** », l'évolution de la production est contrastée au deuxième trimestre 2025, comparée au trimestre précédent. A l'exception de la branche « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » qui baisse de 11,6%, toutes les autres sous-branches connaissent une hausse de la production notamment « **industries du bois sauf fabrication des meubles** » (+21,2%) et « **production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** » (+14,6%).

Sur les six premiers mois de 2025 et en glissement annuel, la production de cette branche est caractérisée par un recul notamment dans les sous-branches « **industries du bois sauf fabrication des meubles** » (-23,2%), « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** » (-9,7%). Les autres sous-branches connaissent une hausse de leur production notamment « **production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** » (+11,2%) et « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » (+10,4%). Au terme de l'année, la croissance dans les « **autres industries manufacturières** » est estimée à 3,0%.

Tableau 6 : Taux de croissance de la production dans les autres industries manufacturières (en %).

Libellés	2 ^{ème} trim. 2025/ 1 ^{er} trim. 2025	1 ^{er} sem.2025/ 1 ^{er} sem. 2024
Industries du bois sauf fabrication des meubles	21,2	-23,2
Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie	3,2	4,2
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	-11,6	-9,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et matières plastiques	14,6	11,2
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	3,5	6,8
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,8	10,4

Source : *Enquête de conjoncture DP/MINFI*

En ce qui concerne les « **industries du bois sauf fabrication des meubles** », la production enregistre une hausse de 21,2% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. De janvier à juin 2025 et en glissement annuel, elle recule de 23,2%, du fait de la baisse des commandes. Au terme de l'année, la production diminuerait de 12,9%.

Dans la sous-branche « **fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie** », la production augmente de 3,2% par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production croît de 4,2%, en lien avec la reprise des commandes et la disponibilité de la matière première. Au terme de l'année, la production croîtrait de 2,5%.

Pour ce qui est des « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production baisse de 11,6% au deuxième trimestre 2025, comparée au trimestre précédent, imputable à la baisse de 11,1% de la production des savons. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, l'activité dans la branche recule de 9,7%, en lien avec la baisse de 2,4% de la production de savons et à celle de 30,8% de la production de gaz naturel. Au terme de l'année, l'activité dans la sous-branche progresserait de 0,5%.

S'agissant de la sous-branche « **Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production croît de 14,6% au deuxième trimestre 2025 par rapport au premier trimestre, en lien principalement avec l'accroissement de 14,4% de la production de caoutchouc naturel. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, l'activité progresse de 11,2% tirée par la hausse de 14,2% de la production d'hévéa. Au terme de l'année, l'activité dans la branche progresserait de 0,8%.

Concernant la sous-branche « **fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », la production croît de 3,5% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, tirée par la production du ciment (+3,8%), tandis que celle de verre recule de 5,4%. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production progresse de 6,8%, en lien avec la hausse de 8,4% de la production de ciment. Au terme de l'année, la production de la sous-branche progresserait de 7,8%. Deux nouvelles cimenteries ont été construites dans le département de la Sanaga maritime. Il s'agit de Sino africaine (SINAFCIM) d'une capacité de production de 1,0 million de tonne

par an ; Central Africa Ciment (CAC) d'une capacité de production de 1,5 million de tonnes par an. Par ailleurs, une troisième cimenterie, Yousheng Cement d'une capacité de 1,8 million de tonnes par an, est en construction et devrait être opérationnelle avant la fin de l'année. Ces trois cimenteries porteront les capacités nationales de production de ciment à 12,7 millions de tonnes par an.

Les activités de « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux** (sauf machines et matériels) » enregistrent une hausse de 4,8% de la production par rapport au trimestre précédent. Sur les six premiers mois de 2025 et en glissement annuel, l'activité de production de la sous-branche progresse de 10,4% du fait de la hausse de la demande et la mise en vente des nouveaux produits. Au terme de l'année, la production croîtrait de 6,0%.

Production et distribution d'électricité

Dans le sous-secteur « **Production et distribution d'électricité** », l'activité recule de 8,3% au deuxième trimestre 2025 comparée au premier trimestre. Ce recul s'explique par la baisse de la production des centrales d'ENEKO (-2,2%) et la baisse de celle des producteurs indépendants rachetée par ENEKO (-15,7%). Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production d'électricité augmente de 7,3%, soutenue, entre autres, par la mise en service du barrage de Nachtigal. Au terme de l'année, la production croîtrait de 8,5%. La croissance du sous-secteur est estimée à 6,8% en 2025.

Production et distribution d'eau et assainissement

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité de production progresse de 7,6% au deuxième trimestre 2025 comparée au trimestre précédent, tirée par la hausse de 16,7% de l'activité de collecte des ordures ménagères. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la production recule de 5,3%. La croissance du sous-secteur est estimée à 2,9% en 2025.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre au deuxième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, une baisse de 9,9% de son chiffre d'affaires. Cette évolution est liée au recul du chiffre d'affaires dans les branches « commerce et réparations » (-14,5%) et « transport et entreposage » (-5,2%), atténuée par la hausse du chiffre d'affaires dans la branche « information et télécommunications » (+3,3%) et dans la branche « Hôtellerie et restauration » (+0,1%). Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 3,0%, soutenu par la bonne tenue des activités dans les branches « Information et télécommunications » (+15,1%), « transport et entreposage » (+2,1%) et « Hôtellerie et restauration » (+1,4%). La branche « Commerce et réparations » est restée stable (0,0%). La croissance du secteur serait de 4,3% en 2025 après 4,2% en 2024, en lien avec la consolidation des activités dans les différentes branches. Les évolutions par branches se présentent ainsi qu'il suit :

Dans la branche « **information et télécommunications** », le chiffre d'affaires progresse de 3,3% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent et le nombre d'abonnés augmente de 2,8%. Sur les six premiers mois de l'année 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires augmente de 15,1%. Cette dynamique est notamment

attribuable : (i) à la poursuite de l'extension et de la couverture du réseau ; (ii) à l'accroissement de l'utilisation des services internet et de transfert d'argent ; (iii) au renforcement de l'utilisation de la voix et de la digitalisation des services data. La croissance de la branche est estimée à 5,5% en 2025 après 8,2% en 2024.

Le chiffre d'affaires de la branche « **hôtellerie et restauration** » reste quasi-stable à 0,1% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 1,4%, du fait de l'amélioration des services et des nouvelles politiques marketing mises en œuvre dans les hôtels et restaurants pour booster la fréquentation hôtelière. Le nombre de nuitées et le taux moyen d'occupation des chambres progressent respectivement de 2,3% et de 1,8%. La croissance de la branche est estimée à 3,8% en 2025 après 3,6% en 2024.

Le chiffre d'affaires de la branche « **commerce et réparations** » baisse de 14,5% au deuxième trimestre 2025 par rapport au premier trimestre de la même année, imputable au recul des ventes en gros. Sur les six premiers mois de l'année 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires reste stable. La dégradation de certains axes du réseau routier national continue d'impacter négativement l'approvisionnement des centres de distribution des produits manufacturés, ainsi que des marchés régionaux en produits vivriers.

Dans la branche « **transport et entreposage** », le chiffre d'affaires baisse de 5,2% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires croît de 2,1%, en lien notamment avec l'amélioration du trafic dans l'ensemble de ses sous-branches.

Le chiffre d'affaires dans le **transport maritime** baisse de 11,2% au deuxième trimestre 2025 comparé au trimestre précédent, imputable à la baisse des chiffres d'affaires enregistrés sur la location du domaine portuaire. Le trafic global progresse de 12,5%, tiré par la hausse de 17,5% du tonnage des marchandises à l'importation. A l'inverse, le tonnage des marchandises à l'exportation baisse de 8,7%. Sur les six premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 1,3%. Le trafic global progresse de 4,8%, du fait de l'effet combiné de l'augmentation de 7,4% du tonnage des marchandises à l'importation, malgré la baisse de 6,0% du tonnage des marchandises à l'exportation.

Dans le **transport ferroviaire**, le chiffre d'affaires progresse de 10,4% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. La bonne tenue de l'activité est attribuable à la hausse de 16,1% du tonnage des marchandises transportées. Le trafic voyageur est resté quasi-stable. De janvier à juin 2025 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 3,3%, en lien avec l'accroissement du transport de marchandises.

Dans le **transport aérien**, le chiffre d'affaires de la société aérienne nationale CAMAIR-CO progresse de 1,4% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, du fait de l'accroissement du transport de passagers. Sur les six premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 16,3%, attribuable à la redynamisation des vols sous-régionaux.

Note de Conjoncture Economique N°60
Novembre 2025

Concernant le **transport terrestre**, les mises à la consommation de carburant régressent de 0,4% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, résultant de l'effet combiné de la hausse de 1,6% des mises à la consommation de gazole et de la baisse de 3,1% de celles de super. Sur les six premiers mois de l'année 2025 et en glissement annuel, les mises à la consommation s'accroissent de 3,5%, tirées par celles de super (+8,4%), celles de gazole restant quasi stables.

SECTEUR EXTERIEUR

Balance des paiements : Déterioration du solde du compte courant

Compte des transactions courantes

Au deuxième trimestre 2025, le solde du compte courant de la balance des paiements enregistre un déficit de 657,2 milliards contre un excédent de 89,2 milliards au trimestre précédent. Cette situation est imputable à la détérioration du déficit du solde des biens et à la réduction de l'excédent des revenus secondaires. Par contre, les déficits des services et des revenus primaires se réduisent.

Le solde des biens enregistre un déficit de 563,6 milliards contre un excédent de 280,8 milliards, en raison de la baisse des exportations de biens fob (-654,3 milliards) et de la hausse des importations fob (+190,1 milliards). La baisse des exportations est consécutive à celle des ventes de cacao brut en fèves (-429,5 milliards), d'huiles brutes de pétrole (-61,2 milliards), de gaz naturel liquéfié (-52,4 milliards) et de coton brut (-11,3 milliards). La hausse des importations est tirée par celle des achats de poissons de mer congelés (+86,5%), d'aluminium et ouvrages en aluminium (+67,3%), d'engrais (+134,3%), des matières plastiques (+24,9%), d'ouvrages en fonte, fer et acier (+33,6%) et de clinkers (+35,9%).

Le déficit des services se réduit, passant de 150,8 milliards à 104,3 milliards, en lien avec l'amélioration des recettes de voyage (+5,5 milliards) et la baisse des dépenses liées à l'assistance technique et services divers aux entreprises (-71,4 milliards). Le déficit des revenus primaires se réduit de 59,5 milliards et se chiffre à 88,8 milliards, du fait de la baisse du paiement des dividendes aux investisseurs non-résidents et des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires s'élève à 99,4 milliards après 107,5 milliards.

Tableau 7 : Balance des paiements (en milliards)

LIBELLES	2 ^{ème} trim. 2024	1 ^{er} trim. 2025*	2 ^{ème} trim. 2025**	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT	-426,3	89,3	-657,2	-746,4	-230,9
1- Balance des biens	-409,8	280,8	-563,6	-844,4	-153,8
2- Balance des services	-57,3	-150,8	-104,3	46,5	-47,0
3- Balance des revenus primaires	-144,4	-148,3	-88,8	59,5	55,6
4- Balance des revenus secondaires	185,2	107,5	99,4	-8,1	-85,8
FINANCEMENTS EXTERIEURS	425,0	-48,7	988,6	1037,3	563,6
1- Secteur privé non bancaire	102,5	312,7	932,6	619,9	830,1
Investissements Directs Etrangers (IDE)	96,5	124,2	55,0	-69,2	-41,6
Investissements de portefeuille et Produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (Hors IDE et IPF)	5,9	188,5	877,6	689,1	871,7
2- Administration Publique	163,2	-22,1	181,8	203,9	18,6
Dons projets (y compris C2D)	16,1	19,9	37,1	17,2	21,0
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	147,1	-42,0	144,7	186,7	-2,4
3-Banques créatrices de monnaie	159,3	-339,2	-125,8	213,4	-285,1
III- ERREURS ET OMISSIONS	9,6	-5,4	23,3	28,6	13,6
IV- SOLDE GLOBAL	8,4	35,3	354,7	319,5	346,3

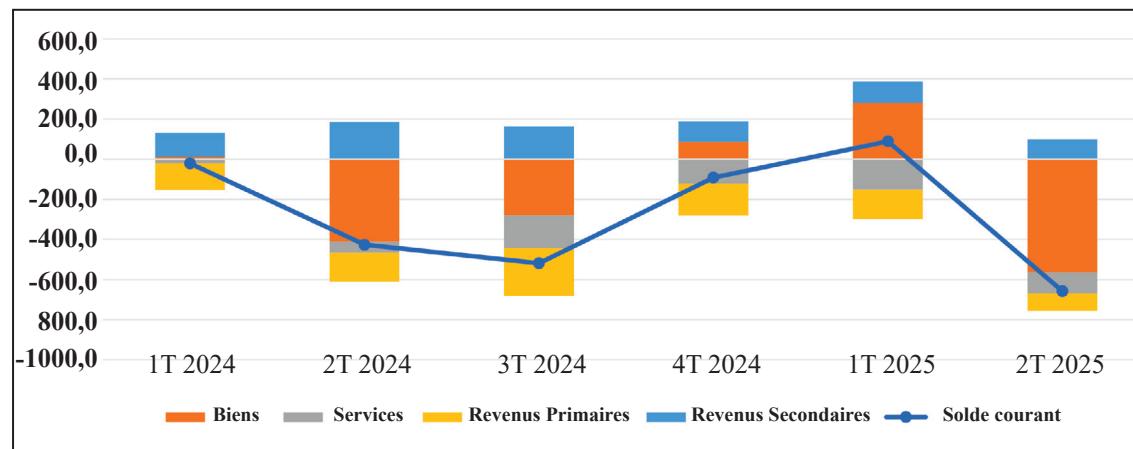
Source : MINFI ; * Données mis à jour ; **Provisoires

Note de Conjoncture Economique N°60
Novembre 2025

En glissement annuel, le déficit du compte courant se creuse de 230,9 milliards. Cette détérioration est imputable à la dégradation des déficits des biens et des services ainsi qu'à la réduction de l'excédent des revenus secondaires.

La détérioration du déficit des biens résulte de la baisse de 77,1 milliards des exportations fob et de la hausse de 41,6 milliards des importations fob. La baisse des exportations découle principalement des ventes des huiles brut de pétrole (-118,9 milliards), de coton brut (-19,6 milliards), de bois et ouvrages en bois (-11,5 milliards), de gaz naturel liquéfié (-11,4 milliards) et de carburants et lubrifiants (-6,5 milliards). La hausse des importations résulte notamment des achats de métaux communs et leurs ouvrages (+51,4 milliards), de poissons de mer congelés (+41,4 milliards), de produits des industries chimiques (+24,7 milliards), de matières textiles et leurs ouvrages (+20,2 milliards), de produits alimentaires industriels (+13,4 milliards) et d'huiles brutes ou raffinées (+12,3 milliards). L'aggravation du déficit des services est en lien avec la hausse de dépenses de fret ainsi que de dépenses relatives à l'assistance technique et sévices divers aux entreprises. Le déficit des revenus primaires se réduit de 55,6 milliards, du fait principalement de la baisse de dividendes versés aux investisseurs étrangers. L'excédent des revenus secondaires se réduit de 85,8 milliards.

Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI

Financements extérieurs

Au deuxième trimestre 2025, les financements extérieurs se soldent par des entrées nettes de 988,6 milliards contre des sorties nettes de 48,7 milliards enregistrées au trimestre précédent. Le secteur privé non bancaire connaît des entrées nettes de 932,6 milliards après 312,7 milliards, constituées essentiellement de flux d'investissements directs étrangers (+55,0 milliards) et de tirages nets (+877,6 milliards). Le secteur public enregistre des entrées nettes de 181,8 milliards contre des sorties nettes de 22,1 milliards, du fait essentiellement de la hausse des tirages nets de 186,7 milliards. Le secteur bancaire enregistre des sorties nettes de 125,8 milliards après 339,2 milliards.

En glissement annuel, les financements extérieurs nets augmentent de 563,6 milliards. Cette évolution est tirée par la hausse des engagements extérieurs nets du secteur privé non bancaire (+401,8 milliards) et des avoirs extérieurs nets des banques commerciales (+285,1 milliards).

Solde global

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du deuxième trimestre 2025 enregistre un excédent de 354,7 milliards après 35,2 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une hausse des financements extérieurs nets plus importante que la détérioration du solde du compte courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global s'améliore de 346,3 milliards.

Tableau 8 : Balance des paiements 2T2024, 1T2025 et 2T2025 (en milliards)

LIBELLES	2T2024	1T2025*	2T2025**	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-426,3	89,2	-657,2	-746,4	-230,9
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	-448,2	77,1	-658,5	-735,6	-210,3
1- Balance des biens	-409,8	280,8	-563,6	-844,4	-153,8
Exportations des biens FOB	840,8	1382,9	728,6	-654,3	-112,2
dont Exportations douanières FOB	664,2	1118,3	587,1	-531,2	-77,1
Importations des biens FOB	-1250,6	-1102,1	-1292,2	-190,1	-41,6
dont Importations douanières CAF	-1315,7	-1184,9	-1382,8	-197,9	-67,2
2- Balance des services	-57,3	-150,8	-104,3	47,7	-45,8
Transports	-61,7	-88,2	-114,6	-26,4	-52,9
Assurances	-18,0	-8,4	-14,4	-6,0	3,6
Voyages	25,8	-21,4	-17,0	4,5	-42,7
Autres services	-3,4	-32,7	41,7	75,7	46,3
Dont Assistance technique et services divers	-29,8	-93,0	-35,8	57,3	-6,0
3- Balance des revenus primaires	-144,4	-148,3	-88,8	59,5	55,6
Recettes	40,0	54,0	29,3	-24,7	-10,8
Dépenses	-184,4	-202,3	-118,1	84,2	66,4
Rémunération des salariés	-5,6	-5,1	-10,2	-5,1	-4,6
Investissements directs	-125,5	-110,6	-66,4	44,3	59,1
Investissements de portefeuille	-3,8	-1,1	0,0	1,1	3,8
Autres investissements	-49,5	-85,5	-41,5	43,9	8,0
Dont intérêt sur la dette Publique Extérieur	-45,5	-80,3	-40,9	39,4	4,6
4- Balance des revenus secondaires	185,2	107,5	99,4	-8,1	-85,8
II- COMPTE DE CAPITAL & D'OPERATIONS FIN.	425,0	-48,7	988,6	1037,3	563,6
1- Compte de Capital	26,3	31,1	46,0	14,9	19,7
Administrations publiques	16,1	19,9	37,1	17,2	21,0
Autres secteurs	10,2	11,2	8,9	-2,3	-1,3
2- Compte d'opérations financières	398,7	-79,8	942,6	1022,4	543,9
Investissements Directs	96,5	124,2	55,0	-69,2	-41,6
Sortant	13,1	-1,4	-0,3	1,1	-13,4
Investissements de portefeuille	-2,0	-105,1	-90,9	14,2	-88,9
Engagements (baisse -)	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Autres Investissements	304,1	-98,9	978,5	1077,4	674,4
Administrations publiques	147,1	-42,0	144,7	186,7	-2,4
dont Engagements	147,1	-42,0	144,7	186,7	-2,4
- Tirages	296,2	194,2	267,5	73,3	-28,7
- Amortissements	-149,1	-236,2	-122,7	113,5	26,3
Banques et Institutions financières	161,3	-234,2	-34,9	199,2	-196,2
Avoirs (baisse +)	19,3	-66,9	32,0	98,9	12,7
- Dépôts	11,7	-37,2	21,8	59,0	10,1
- Autres avoirs	7,5	-29,7	10,1	39,8	2,6
Engagements (baisse -)	142,0	-167,3	-66,9	100,4	-208,9
-Dépôts	-2,5	-152,8	-104,5	48,3	-102,0
-Autres Engagements	144,5	-14,5	37,6	52,1	-106,9
Privé non bancaire	-4,3	177,3	868,7	691,4	873,0
Avoirs (baisse +)	-49,1	124,1	364,7	240,7	413,8
III- ERREURS ET OMISSIONS	9,6	-5,4	23,3	28,6	13,6
IV- SOLDE GLOBAL	8,4	35,2	354,7	319,5	346,3
V- FINANCEMENT	-8,4	-35,2	-354,7	-319,5	-346,4

Source : MINFI ; * Données mis à jour ; **Provisoires

Commerce extérieur

Evolution des échanges

Au deuxième trimestre 2025, la valeur des *échanges commerciaux* entre le Cameroun et l'extérieur se chiffre à 1 969,9 milliards, en baisse de 333,3 milliards par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les échanges diminuent de 9,9 milliards.

Hors hydrocarbures, la valeur des échanges est de 1 549,4 milliards, en baisse de 220,7 milliards par rapport au trimestre précédent et en hausse de 189,1 milliards en glissement annuel.

Balance commerciale

Au premier trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, le déficit de la balance commerciale se creuse de 729,1 milliards pour se situer à 795,7 milliards. Cette évolution s'explique par la baisse des exportations en valeur (-531,2 milliards) et la hausse des importations (+197,9 milliards). Le taux de couverture diminue de 51,9 points pour se situer à 42,5%. Hors hydrocarbures, le déficit se creuse de 606,6 milliards pour se situer à 826,3 milliards. Le taux de couverture quant à lui, diminue de 47,5 points et se situe à 30,4%. En glissement annuel, le déficit se dégrade de 144,3 milliards et le taux de couverture de 8,0 points de pourcentage. Hors hydrocarbures, le déficit se creuse de 69,5 milliards tandis que le taux de couverture progresse de 1,9%.

Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, le déficit commercial se réduit de 62,1 milliards pour s'établir à 862,3 milliards. Néanmoins, le taux de couverture s'améliore de 4,7 points de pourcentage pour se situer à 66,4%. Hors hydrocarbures, le déficit commercial se réduit de 107,3 milliards pour s'établir à 1 046,1 milliards et le taux de couverture s'élève à 52,1%, en augmentation de 12,3 points.

Tableau 9 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)

Période	2T24	Jan-Juin 2024	1T25	2T25	Jan-Juin 2025	Variations		
Libellé	a	B	c	d	e	d-c	d-a	e-b
Exportations	664,2	1490,2	1118,3	587,1	1 705,4	-531,0	-77,1	215,2
Pétrole	269,9	517,5	212,0	150,9	362,9	-61,2	-119,0	-154,6
Gaz	81,1	187,5	122,1	69,7	191,7	-52,4	-11,4	4,3
Carburants et lubrifiants	11,5	17,5	9,1	5,0	14,1	-4,0	-6,5	-3,4
Hydrocarbures	362,5	728,0	343,2	225,6	568,7	-117,6	-136,9	-159,3
Hors hydrocarbures	301,8	762,2	775,1	361,5	1136,7	-413,6	59,8	374,5
Imports	1315,7	2414,6	1184,9	1382,8	2567,7	197,9	67,2	153,2
Pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gaz	8,4	28,4	18,4	11,6	30,0	-6,8	3,1	1,5
Carburants et lubrifiants	241,1	453,0	160,5	173,3	333,7	12,8	-67,9	-119,3
Hydrocarbures	257,1	499,0	190,0	195,0	384,9	5,0	-62,1	-114,1
Hors hydrocarbures	1058,6	1915,6	994,9	1187,9	2182,8	193,0	129,3	267,2
Balance commerciale	-651,4	-924,4	-66,6	-795,7	-862,3	-729,0	-144,0	62,1
Hors hydrocarbures	-756,8	-1153,4	-219,8	-826,3	-1046,1	-606,6	-69,5	107,3
Echanges globaux	1979,9	3904,8	2303,2	1969,9	4275,2	-333,0	-9,9	368,4
Hors hydrocarbures	1360,3	2677,8	1770,1	1549,4	3319,5	-220,7	189,1	641,7
Taux de couverture	50,5	61,7	94,4	42,5	66,4	-51,9	-8,0	4,7
Hors hydrocarbures	28,5	39,8	77,9	30,4	52,1	-47,5	1,9	12,3

Source : MINFI

Importations

Les importations de biens au deuxième trimestre 2025 se chiffrent à 1 382,8 milliards, soit une hausse de 197,9 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution résulte de l'augmentation des volumes (+27,3%) des principaux produits achetés et de la baisse des prix (-5,6%).

La hausse des achats en valeur s'observe principalement sur les poissons de mer congelés (+37,9 milliards), les *autres articles textiles confectionnés* (+19,9 milliards), l'aluminium et ouvrages en aluminium (+18,0 milliards), les engrais (+17,8 milliards) et les carburants et lubrifiants (+12,8 milliards). Par contre, l'on enregistre une baisse des achats de riz (-14,2 milliards), des véhicules automobiles et tracteurs (-7,0 milliards), des butanes liquéfiés (-6,8 milliards), des machines et appareils mécaniques (-6,3 milliards) et des machines et appareils électriques (-6,0 milliards).

Les principaux produits importés au deuxième trimestre 2025 sont : les carburants et lubrifiants (12,5% du total des importations), les machines et appareils mécaniques (7,1%), les machines et appareils électriques (6,3%), les poissons de mer congelés (5,9%), les véhicules automobiles ; tracteurs (5,3%), le riz (5,0%), le froment (blé) et méteil (3,9%), les produits pharmaceutiques (3,5%), les matières plastiques (3,4%) et l'aluminium et ouvrages en aluminium (3,2%).

Au premier semestre 2025 et par rapport à la même période de l'année précédente, les importations augmentent de 153,2 milliards pour se situer à 2 411,4 milliards. Cette évolution est essentiellement observée au niveau des achats d'aluminium et ouvrages en aluminium (+53,1 milliards), de poissons de mer congelés (+39,2 milliards), de machines et appareils électriques (+31,2 milliards), d'autres articles textiles confectionnés (+22,4 milliards) et d'ouvrages en fonte, fer et acier (+17,9 milliards). A l'inverse, l'on enregistre une baisse des achats de carburants et lubrifiants (-119,3 milliards), de machines et appareils mécaniques (-28,1 milliards), de riz (-14,4 milliards), de produits céramiques (-4,7 milliards) et de sucre et sucreries (-3,4 milliards).

Tableau 10 : Evolution des principaux produits importés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	2T24		Jan-Juin 2024		1T25		2T25		Jan Juin 2025		Variations			Poids au 2 ^{ème} trim. 2025	
	Q	A	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V					
										b	c	d			
Poissons de mer congelés	53	40,3	111,9	86,2	53	43,8	98	81,6	151,2	125,4	37,9	41,4	39,2	5,9	
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	59	51,1	124	109,2	59	53,7	104	92,7	162,3	146,4	39	41,7	37,2	6,7	
Céréales	567	159,6	1 005,50	269,3	514	134,9	501	124,6	014,70	259,6	-10,3	-34,9	-9,7	9	
Froment (blé) et méteil	283	50,2	549,9	100,1	253	47,1	282	53,7	535,8	100,8	6,7	3,5	0,7	3,9	
Riz	283	109,1	433	165,9	233	82,9	208	68,6	440,8	151,5	-14,2	40,5	-14,4	5	
<i>Produits du règne végétal</i>	630	183,9	1 111,50	311,3	558	153,6	565	150,7	122,40	304,2	-2,9	33,2	-7,1	10,9	
Huiles brutes ou raffinées	4	2,9	20,7	14,4	11	9,1	21	15,2	31,8	24,3	6,1	12,3	9,9	1,1	
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	6	4,4	26	17,9	13	10,1	22	16,7	34,8	26,8	6,6	12,3	8,9	1,2	
Sucre et sucreries	60	26,5	126,6	52,2	53	20,3	65	28,6	118,8	48,9	8,3	2,1	-3,3	2,1	
Sucre raffiné de canne ou de betterave	57	24,9	105,4	43,8	31	12,5	37	15,2	67,9	27,7	2,7	-9,6	-16,1	1,1	
<i>Produits alimentaires industriels</i>	157	84,4	272,3	153,6	121	65,7	177	97,8	298,5	163,5	32,2	13,4	9,9	7,1	
Sel, soufre, terres, ciments	946	33	1 634,30	57,9	781	31,4	1 061	41	842,00	72,3	9,6	8	14,4	3	
Clinkers	796	26,1	294,70	43,8	663	24,5	911	33,2	574,20	57,7	8,8	7,2	13,9	2,4	

Note de Conjoncture Economique N°60
Novembre 2025

Période	2T24		Jan-Juin 2024		1T25		2T25		Jan Juin 2025		Variations			Poids au 2 ^{ème} trim. 2025
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V				
Libellés	A		b		c		d		e		d-c	d-a	e-b	
Hydrocarbures	486	257,1	944,2	499	403	190	645	195	1 047,60	384,9	5	-62,1	-114,1	14,1
Carburants et lubrifiants	422	241,1	804,6	453	328	160,5	572	173,3	899,8	333,7	12,8	-67,9	-119,3	12,5
Butanes liquéfiés	21	8,4	68,8	28,4	45	18,4	30	11,6	74,6	30	-6,8	3,1	1,6	0,8
Produits minéraux	###	290,2	2 581,3	557,2	222	222,2	1 752	236,8	2 974,3	458,9	14,6	-53,4	-98,3	17,1
Produits pharmaceutiques	8	47,1	16,6	86,2	6	41,8	7	48,1	13,3	89,9	6,3	1	3,7	3,5
Engrais	66	19	145,6	40,2	44	13,3	101	31,1	145	44,4	17,8	12,1	4,2	2,2
Produits chimiques divers	16	33	26,8	60,5	17	36,8	16	34,2	33,3	71	-2,6	1,2	10,5	2,5
Insecticides; fongicides, herbicides, etc.	11	27,6	17,7	48,7	12	30,5	10	26,7	22,8	57,2	-3,8	-0,9	8,5	1,9
Produits des industries chimiques	182	146	362	274,7	124	130,7	208	170,7	331,9	301,5	40	24,7	26,8	12,3
Matières plastiques	47	38,9	93,1	77,7	43	37,8	52	47,3	95,4	85,1	9,4	8,3	7,4	3,4
Matières plastiques et caoutchouc	57	50,8	112,6	99,8	52	48,7	62	60	114,3	108,7	11,3	9,2	8,9	4,3
Autres articles textiles confectionnés	19	12	34,4	20,4	16	11,4	28	31,3	44,5	42,8	19,9	19,4	22,4	2,3
Matières textiles et leurs ouvrages	33	27,1	65,8	47,8	29	25	43	47,4	71,5	72,3	22,4	20,2	24,5	3,4
Fonte, fer et acier	86	37,4	169,3	76,2	83	35,5	103	42,9	186,6	78,4	7,4	5,5	2,2	3,1
Ouvrages en fonte, fer et acier	20	26	37,5	46,7	22	27,7	24	37	45,5	64,7	9,3	11	18,0	2,7
Aluminium et ouvrages en aluminium	5	10,3	8,1	18,3	8	26,7	10	44,7	17,6	71,4	18	34,4	53,1	3,2
Métaux communs et leurs ouvrages	115	81,3	224,8	154	118	96	143	132,7	261	228,7	36,7	51,4	74,7	9,6
Machines et appareils mécaniques	35	129,2	68,7	230	34	104,1	32	97,8	66,4	201,9	-6,3	-31,4	-28,1	7,1
Machines et appareils électriques	19	101,7	34,7	148,1	20	92,6	23	86,6	43	179,3	-6	-15	31,2	6,3
Appareils pour la téléphonie	1	37,8	1,8	46,1	1	36	1	24,1	1,8	60,1	-11,9	-13,7	14	1,7
Machines et app. Mécaniques ou électriques	54	230,9	103,4	378,1	54	196,8	56	184,4	109,4	381,2	-12	-46,5	3,1	13,3
Véhicules automobiles et tracteurs	41	76,1	83	140	48	80,6	47	73,6	95,4	154,2	-7	-2,5	14,2	5,3
Poissons de mer congelés	53	40,3	111,9	86,2	53	43,8	98	81,6	151,2	125,4	37,9	41,4	39,2	5,9
Animaux et produits du règne animal	59	51,1	124	109,2	59	53,7	104	92,7	162,3	146,4	39	41,7	37,2	6,7
Céréales	567	159,6	1 005,50	269,3	514	134,9	501	124,6	014,70	259,6	-10,3	-34,9	-9,7	9
Froment (blé) et méteil	283	50,2	549,9	100,1	253	47,1	282	53,7	535,8	100,8	6,7	3,5	0,7	3,9
Riz	283	109,1	433	165,9	233	82,9	208	68,6	440,8	151,5	-14,2	40,5	-14,4	5
Produits du règne végétal	630	183,9	1 111,50	311,3	558	153,6	565	150,7	122,40	304,2	-2,9	33,2	-7,1	10,9
Huiles brutes ou raffinées	4	2,9	20,7	14,4	11	9,1	21	15,2	31,8	24,3	6,1	12,3	9,9	1,1
Graisses et huiles animales ou végétales	6	4,4	26	17,9	13	10,1	22	16,7	34,8	26,8	6,6	12,3	8,9	1,2
Sucre et sucreries	60	26,5	126,6	52,2	53	20,3	65	28,6	118,8	48,9	8,3	2,1	-3,3	2,1
Sucre raffiné de canne ou de betterave	57	24,9	105,4	43,8	31	12,5	37	15,2	67,9	27,7	2,7	-9,6	-16,1	1,1
Produits alimentaires industriels	157	84,4	272,3	153,6	121	65,7	177	97,8	298,5	163,5	32,2	13,4	9,9	7,1
Sel, soufre, terres, ciments	946	33	1 634,30	57,9	781	31,4	1 061	41	842,00	72,3	9,6	8	14,4	3
Clinkers	796	26,1	294,70	43,8	663	24,5	911	33,2	574,20	57,7	8,8	7,2	13,9	2,4
Hydrocarbures	486	257,1	944,2	499	403	190	645	195	1 047,60	384,9	5	-62,1	-114,1	14,1
Carburants et lubrifiants	422	241,1	804,6	453	328	160,5	572	173,3	899,8	333,7	12,8	67,9	-119,3	12,5
Butanes liquéfiés	21	8,4	68,8	28,4	45	18,4	30	11,6	74,6	30	-6,8	3,1	1,6	0,8
Produits minéraux	###	290,2	2 581,3	557,2	222	222,2	1 752	236,8	2 974,3	458,9	14,6	-53,4	-98,3	17,1
Produits pharmaceutiques	8	47,1	16,6	86,2	6	41,8	7	48,1	13,3	89,9	6,3	1	3,7	3,5
Engrais	66	19	145,6	40,2	44	13,3	101	31,1	145	44,4	17,8	12,1	4,2	2,2
Produits chimiques divers	16	33	26,8	60,5	17	36,8	16	34,2	33,3	71	-2,6	1,2	10,5	2,5
Insecticides; fongicides, herbicides, etc.	11	27,6	17,7	48,7	12	30,5	10	26,7	22,8	57,2	-3,8	-0,9	8,5	1,9
Produits des industries chimiques	182	146	362	274,7	124	130,7	208	170,7	331,9	301,5	40	24,7	26,8	12,3
Matières plastiques	47	38,9	93,1	77,7	43	37,8	52	47,3	95,4	85,1	9,4	8,3	7,4	3,4
Matières plastiques et caoutchouc	57	50,8	112,6	99,8	52	48,7	62	60	114,3	108,7	11,3	9,2	8,9	4,3
Autres articles textiles confectionnés	19	12	34,4	20,4	16	11,4	28	31,3	44,5	42,8	19,9	19,4	22,4	2,3
Matières textiles et leurs ouvrages	33	27,1	65,8	47,8	29	25	43	47,4	71,5	72,3	22,4	20,2	24,5	3,4

Période	2T24		Jan-Juin 2024		1T25		2T25		Jan-Juin 2025		Variations			Poids au 2 ^{ème} trim. 2025
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V				
										A	b	c	d	
Fonte, fer et acier	86	37,4	169,3	76,2	83	35,5	103	42,9	186,6	78,4	7,4	5,5	2,2	3,1
Véhicules de tourisme	0	22,6	0	50,4	0	27,4	0	27,8	0	55,2	0,4	5,2	4,8	2
Véhicules pour transport marchandises	0	20,4	0	35,5	0	21,6	0	17,4	0	39	-4,3	-3,1	3,5	1,3
Matériel de transport	43	84,2	86,2	150,9	53	89,5	56	87,6	108,4	177	-1,9	3,4	26,1	6,3
Total général des importations		1 315,7		2 414,6		1 184,9		382,8		2 567,7	197,9	67,2	153,1	100,0

Source : MINFI

Exportations

Au deuxième trimestre 2025, la valeur des exportations de biens est de 587,1 milliards, en baisse de 531,2 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est consécutive à la réduction des volumes (-45,6%) des principaux produits vendus et des prix (-7,8%).

La réduction des exportations en valeur s'observe essentiellement sur le cacao brut en fèves (-429,5 milliards), les huiles brutes de pétrole (-61,2 milliards), le gaz naturel liquéfié (-52,4 milliards), le coton brut (-11,3 milliards) et l'aluminium brut (-4,9 milliards). A l'inverse, une hausse est enregistrée sur les ventes de bois scié (+9,5 milliards), de savons de ménage en morceaux (+6,3 milliards), de café (+4,6 milliards), de bananes (y compris plantains) (+4,4 milliards) et de beurre de cacao (+2,2 milliards). Les principaux produits exportés au deuxième trimestre 2025 sont les huiles brutes de pétrole (25,7% du total des exportations), le cacao brut en fèves (12,0%), le gaz naturel liquéfié (11,9%), la pâte de cacao (9,2%) et les bois sciés (6,9%).

Au terme des six premiers mois de l'année et en glissement annuel, les exportations progressent de 215,2 milliards pour se situer à 1 705,4 milliards. Cette évolution est consécutive à l'augmentation des volumes exportés de certaines matières premières. L'accroissement des exportations est principalement tiré par la hausse des ventes de cacao brut en fèves (+334,4 milliards), de pâte de cacao (+34,5 milliards), de bananes (y compris plantain) (+16,8 milliards), de beurre de cacao (+8,3 milliards) et de café (+4,7 milliards). Cet accroissement est freiné par la baisse des ventes des huiles brutes de pétrole (-154,6 milliards), de gaz naturel liquéfié (-65,4 milliards), de coton brut (-19,1 milliards), des bois sciés (-13,6 milliards) et de bois brut (-5,3 milliards).

Tableau 11 : Evolution des principaux produits exportés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Périodes Libellés	2T24		Jan-Juin 2024		1T25		2T25		Jan Juin 2025		Variations			Poids au 2 ^{me} trim. 2025
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V				
	a		b		c		d		e		d-c	d-a	e-b	
Bananes (y compris plantains)	54,0	8,2	107,7	15,9	49,0	14,2	59,0	18,6	107,8	32,7	4,4	10,4	16,8	3,2
Café	2,0	5,3	4,0	8,3	1,0	4,2	3,0	8,8	4,1	13,0	4,6	3,5	4,7	1,5
café robusta	2,0	5,1	3,9	8,0	1,0	3,6	2,0	7,2	3,6	10,8	3,6	2,1	2,8	1,2
Cacao brut en fèves	5,0	22,9	81,3	236,2	77,0	500,1	12,0	70,5	88,4	570,6	-429,5	47,7	334,4	12,0
Pâte de cacao	11,0	38,0	26,5	78,1	13,0	58,5	12,0	54,1	24,5	112,6	-4,3	16,1	34,5	9,2
Beurre de cacao	5,0	20,0	12,6	40,8	4,0	23,4	4,0	25,7	8,2	49,1	2,2	5,7	8,3	4,4
Huiles brutes de pétrole	789,0	269,9	1529,1	517,5	681,0	212,0	585,0	150,9	1266,0	362,9	-61,2	-119,0	-154,6	25,7
Carburants et lubrifiants	19,0	11,5	37,4	17,5	18,0	9,1	7,0	5,0	24,9	14,1	-4,0	-6,5	-3,4	0,9
Gaz naturel liquéfié	276,0	81,1	658,2	187,5	421,0	122,1	274,0	69,7	695,0	191,7	-52,4	-11,4	4,2	11,9
Savons de ménage en morceaux	25,0	11,1	39,2	21,7	11,0	7,9	20,0	14,2	31,6	22,0	6,3	3,1	0,3	2,4
Caoutchouc brut	9,0	7,7	21,3	16,7	12,0	12,2	9,0	8,8	20,8	21,0	-3,4	1,0	4,3	1,5
Bois brut (grumes)*	0,0	17,0	0,3	27,1	0,0	10,4	0,0	11,5	0,2	21,8	1,1	-5,5	-5,3	2,0
Buis sciés*	0,0	45,6	0,4	84,7	0,0	30,8	0,0	40,3	0,4	71,1	9,5	-5,3	-13,6	6,9
Feuilles de placage en bois	15,0	4,9	25,9	8,8	11,0	3,1	14,0	4,4	25,3	7,4	1,3	-0,5	-1,4	0,7
Coton brut	46,0	55,3	86,6	101,9	42,0	47,0	33,0	35,7	75,1	82,8	-11,3	-19,6	-19,1	6,1
Barres en fer ou en aciers	9,0	5,1	12,9	6,8	7,0	3,5	9,0	4,7	15,6	8,2	1,3	-0,3	1,4	0,8
Aluminium brut	1,0	0,6	12,8	14,3	8,0	10,9	5,0	6,0	13,1	16,9	-4,9	5,4	2,6	1,0
Autres exportations		54,9		108,4		45,5		51,1		96,7	5,6	-3,8	-11,7	8,7
Total général des exportations		664		1 490,2		1 118,3		587		1705,4	-531	-77,1	215,2	100

Source : MINFI * = quantités de bois en milliers de mètres cubes

Encadré : Structure des exportations à fin juin 2025 : le cacao talonne le pétrole

L'analyse de la structure des exportations du Cameroun met en lumière une reconfiguration significative en 2024 et au premier semestre 2025. En effet, les exportations de cacao brut et de ses dérivés, constituent 30,78% du total des recettes d'exportation en 2024, tandis que les huiles brutes de pétrole en représentent 30,83%, ce qui indique une quasi-égalité historique entre ces deux produits. Ce changement se renforce au premier semestre 2025, où le cacao s'impose comme le premier produit d'exportation, atteignant une part de 42,94%, soit le double de celle des huiles brutes de pétrole (21,28%). Cette dynamique contraste avec les tendances des années précédentes, où le pétrole dominait clairement les exportations.

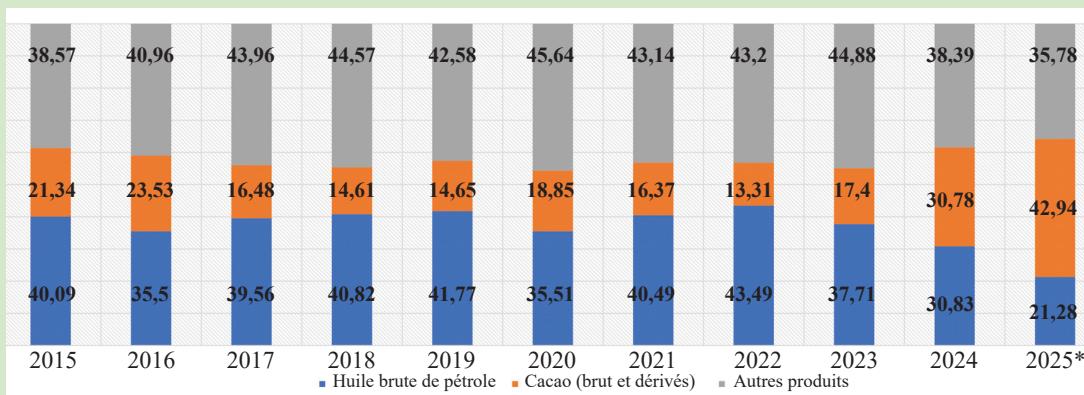
Cette recomposition s'explique principalement par la hausse spectaculaire des prix du cacao (+147,7% en 2024), qui résulte d'une diminution de l'offre mondiale due à des conditions climatiques défavorables affectant les principaux pays producteurs, tels que la Côte d'Ivoire et le Ghana. Parallèlement, les exportations de pétrole brut du Cameroun ont enregistré une baisse de 11,0% en 2024, conséquence d'une réduction de la production et d'un recul des cours du pétrole brut.

Cette nouvelle configuration contribue à reduire la dépendance historique aux exportations d'hydrocarbures, et renforce la résilience du pays face aux fluctuations des cours du pétrole. Elle met également en lumière le potentiel stratégique du secteur agricole, en particulier celui du cacao, comme levier pour générer des recettes d'exportations et des revenus dans les zones rurales.

Toutefois, la progression actuelle repose principalement sur une hausse conjoncturelle des cours, et non sur une augmentation significative des volumes ou de la transformation locale, limitant ainsi les retombées en termes de création de valeur ajoutée et d'emplois.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de poursuivre et d'intensifier les initiatives déjà engagées, en vue d'accroître la transformation locale du cacao ; de renforcer les chaînes de valeur agricoles (accès aux intrants améliorés, rénovation des verger, infrastructures post-récolte, etc.) et la diversification des produits d'exportation.

Graphique 2 : Evolution de la structure des exportations du Cameroun



Source : MINFI *Données jusqu'à fin Juin 2025

FINANCES PUBLIQUES

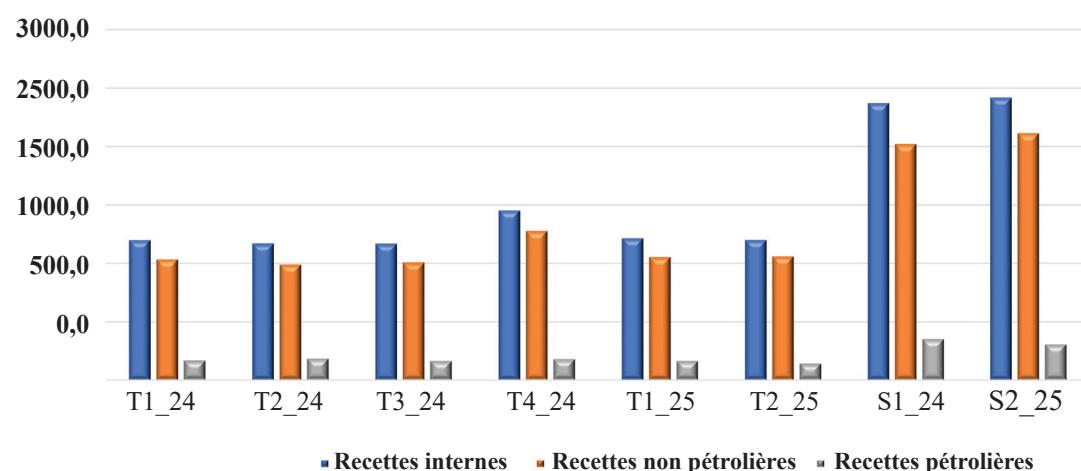
L'exécution du budget de l'Etat au deuxième trimestre et au terme des six premiers mois de l'année 2025, comparativement aux mêmes périodes de l'année 2024, affiche une baisse des ressources et une augmentation des dépenses totales, imputable au service de la dette intérieure.

Ressources budgétaires : baisse

Les ressources budgétaires totales mobilisées au cours du deuxième trimestre 2025 s'établissent à 1 500,3 milliards, en baisse de 66,7 milliards (-4,3%) en glissement annuel, du fait des emprunts et dons. Elles sont constituées de 1 200,1 milliards de recettes internes et 300,2 milliards d'emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 1 200,1 milliards, en hausse de 30,0 milliards (+2,6%). Cette augmentation s'observe principalement sur les recettes non pétrolières.

Graphique 3 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)



Source : MINFI

Les recettes pétrolières sont de 141,4 milliards, en diminution de 40,2 milliards (-22,1%) par rapport au deuxième trimestre 2024. Elles comprennent 111,9 milliards de redevance SNH et 29,5 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

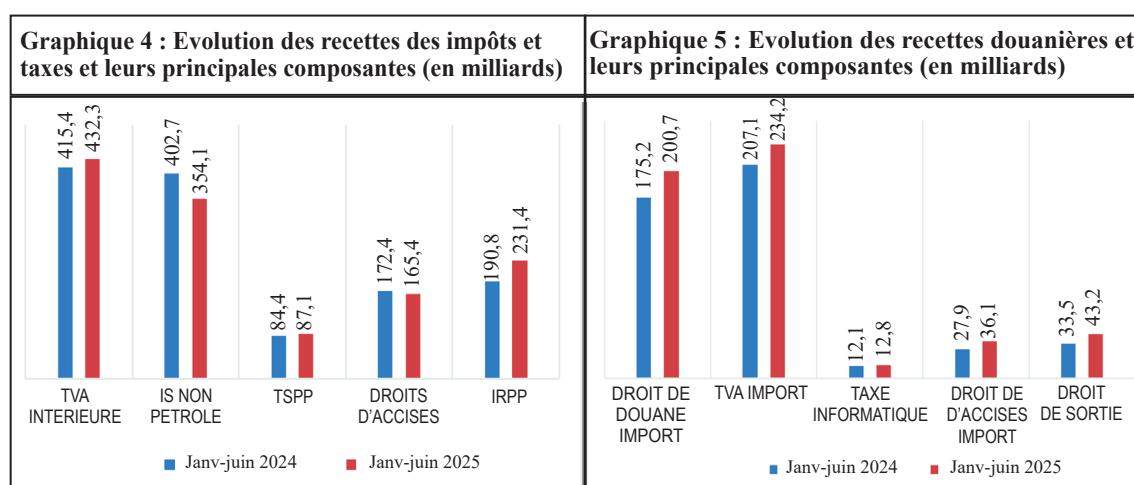
Les recettes non pétrolières s'élèvent à 1 058,7 milliards, en augmentation de 70,1 milliards (+7,1%) par rapport au deuxième trimestre 2024. Cette évolution est attribuable à toutes ses composantes. En effet, les recettes d'impôts et taxes s'accroissent de 21,8 milliards (+3,4%) pour se situer à 669,7 milliards ; celles des douanes progressent de 16,5 milliards (+6,3%) pour s'établir à 280,7 milliards. Les recettes non fiscales augmentent de 31,8 milliards (+41,6%) pour se chiffrer à 108,2 milliards.

S'agissant particulièrement des recettes des impôts et taxes, l'on note une augmentation de 10,5 milliards de la TVA (+4,8%), de 4,4 milliards des droits d'accises (+5,2%) et de 2,2 milliards de la TSPP (+5,3%). Par contre, des baisses sont enregistrées sur l'IS non pétrolier (-4,4%) et les droits d'enregistrement et du timbre (-24,6%).

Les emprunts et dons mobilisés au cours du deuxième trimestre 2025 se situent à 300,6 milliards, en retrait de 96,6 milliards (-24,4%) en glissement annuel. Ils sont composés de 122,4 milliards de prêts projets ; 37,1 milliards de dons ; 172,8 milliards d'appuis budgétaires et d'une réduction 32,1 milliards d'émissions des titres publics nets.

Au terme du premier semestre 2025, les ressources budgétaires totales mobilisées s'élèvent à 3 094,8 milliards, en diminution de 34,3 milliards par rapport au premier semestre 2024. Cette baisse est la résultante d'une augmentation des recettes internes (+47,3 milliards) et d'une baisse des emprunts et dons (-81,5 milliards).

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 2 416,5 milliards, en augmentation de 47,3 milliards par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'observe sur les recettes non pétrolières.



Source : MINFI

Source : MINFI

Les recettes pétrolières s'établissent à 304,4 milliards, en diminution de 44,5 milliards, consécutivement à une baisse de 38,6 milliards de la redevance SNH et de 6,0 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières. Les recettes non pétrolières passent de 2 020,3 milliards à fin juin 2024 à 2 112,1 milliards à fin juin 2025, soit une progression de 91,8 milliards, attribuable aux recettes douanières et non fiscales.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 1 410,7 milliards, en baisse de 6,3 milliards. Cette diminution découle notamment de celle : de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (-48,6 milliards) ; des droits d'accises (-7 milliards) ; des droits d'enregistrement et du timbre (-16,7 milliards). A contrario, l'IRPP augmente (+40,5 milliards) ; la TVA (+16,9 milliards) ; la TSPP (+2,8 milliards).

Les recettes douanières se chiffrent à 546,1 milliards contre 469,9 milliards à fin juin 2024, soit une hausse de 76,2 milliards, attribuable à toutes ses composantes : les droits de douane à l'importation augmentent (+25,5 milliards) ; la TVA à l'importation (+27,1 milliards) ; la taxe informatique (+0,7 milliard) ; les droits d'accises à l'importation (+8,2 milliards) ; les droits de sortie (+9,7 milliards). Les recettes non fiscales s'accroissent de 21,9 milliards et s'établissent à 155,3 milliards.

Les emprunts et dons sont de 678,3 milliards contre 759,8 milliards au premier semestre 2024, soit une diminution de 81,5 milliards. Cette baisse s'observe sur les

tirages au titre des prêts projets (-138,0 milliards) ; l'émission des titres publics nets (-34,0 milliards) et les autres emprunts (-129,9 milliards). A l'inverse, les dons et les appuis budgétaires augmentent, respectivement de 6,1 milliards et 214,2 milliards.

Tableau 12 : Evolution des ressources budgétaires (en milliards)

RECETTES	2ème trim. 2024	2ème trim. 2025	janv.-juin 2024 Réalisations	janv.-juin 2025 Réalisations	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b)/(a)	(d)/(c)	(b)/(a)	(c)/(d)
A- RECETTES INTERNES	1170,1	1200,1	2369,2	2416,5	2,6	2,0	30,0	47,3
I-Recettes pétrolières	181,6	141,4	348,9	304,4	-22,1	-12,8	-40,2	-44,5
1-Redevance SNH	137,9	111,9	265,3	226,7	-18,9	-14,5	-26,0	-38,6
2- IS pétrole	43,7	29,5	83,6	77,7	-32,4	-7,1	-14,1	-6,0
II- Recettes non pétrolières	988,6	1058,7	2020,3	2112,1	7,1	4,5	70,1	91,8
1- Recettes Fiscales	912,1	950,5	1887,0	1956,8	4,2	3,7	38,3	69,9
a- Recettes des impôts et taxes	647,9	669,7	1417,0	1410,7	3,4	-0,4	21,8	-6,3
dont - IRPP	98,1	126,5	190,8	231,4	28,9	21,2	28,3	40,5
- TVA	218,2	228,8	415,4	432,3	4,8	4,1	10,5	16,9
- IS non pétrole	127,2	121,6	402,7	354,1	-4,4	-12,1	-5,6	-48,6
- Droits d'accises	84,3	88,7	172,4	165,4	5,2	-4,1	4,4	-7,0
- Droits d'enreg. et timbre	49,8	37,5	98,3	81,7	-24,6	-17,0	-12,2	-16,7
- TSPP	41,4	43,5	84,4	87,1	5,3	3,3	2,2	2,8
b- Recettes douanières	264,2	280,7	469,9	546,1	6,3	16,2	16,5	76,2
dont - Droit de douane import.	97,3	106,1	175,2	200,7	9,1	14,5	8,8	25,5
- TVA import.	120,9	121,6	207,1	234,2	0,6	13,1	0,7	27,1
- Taxe informatique	7,1	6,7	12,1	12,8	-5,6	5,7	-0,4	0,7
- Droits d'accises import.	15,2	19,5	27,9	36,1	28,4	29,4	4,3	8,2
- Droits de sortie	15,3	14,2	33,5	43,2	-7,2	29,0	-1,1	9,7
2- Recettes non fiscales	76,4	108,2	133,3	155,3	41,6	16,5	31,8	21,9
B- EMPRUNTS ET DONS	396,8	300,2	759,8	678,3	-24,4	-10,7	-96,6	-81,5
- Prêts projets	215,8	122,4	370,8	232,9	-43,3	-37,2	-93,4	-138,0
- Dons	16,0	37,1	43,4	49,5	132,5	14,0	21,1	6,1
- Appuis budgétaires	30,6	172,8	30,6	244,8	463,8	698,7	142,1	214,2
- Emission des titres publics nets	134,4	-32,1	185,1	151,1	-123,8	-18,3	-166,5	-34,0
- Autres Emprunts (y/c PARPAC et DTS)	0	0	129,9	0,0	-	-100,0	0,0	-129,9
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	1566,9	1500,3	3129,1	3094,8	-4,3	-1,1	-66,7	-34,3

Source : MINFI

Dépenses publiques : augmentation

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancement se chiffrent à 1 856,4 milliards au cours du deuxième trimestre 2025, en augmentation de 203,6 milliards (+12,3%). Cette augmentation résulte notamment des hausses observées au niveau des dépenses courantes hors intérêts (+7,3%), du service de la dette publique (+49,6%) et de la baisse des dépenses d'investissements (-22,6%).

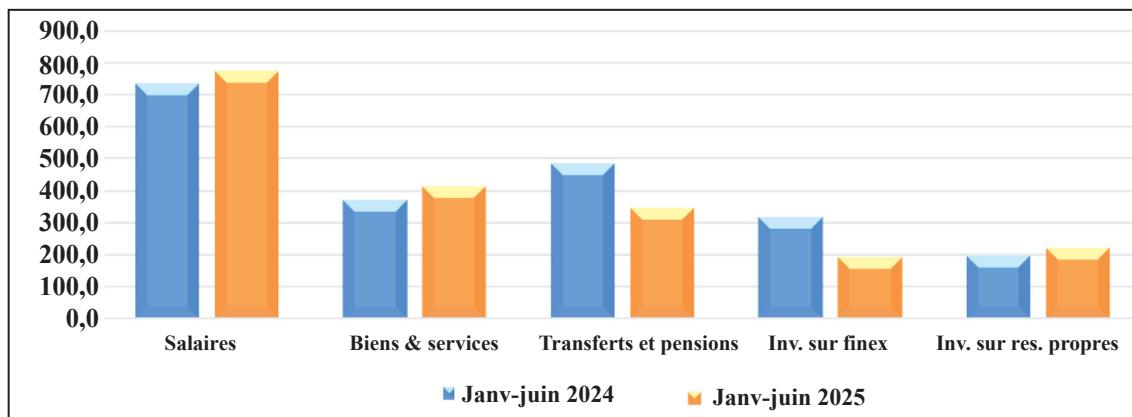
Les dépenses courantes s'accroissent de 60,4 milliards (+7,3%) pour se situer à 889,2 milliards. Par sous-rubriques, *les dépenses de personnel* augmentent de 14,5 milliards (+3,8%) et se chiffrent à 391,4 milliards. *Les dépenses de biens et services* progressent de 62,6 milliards (+25,3%) pour s'établir à 309,8 milliards. *Les dépenses de transferts et pensions* s'élèvent à 188,1 milliards, en baisse de 16,7 milliards (-8,1%).

Les dépenses d'investissement se chiffrent à 272,3 milliards au terme du deuxième trimestre 2025, en diminution de 79,4 milliards (-22,6%) par rapport au deuxième trimestre 2024. *Les dépenses sur financements extérieurs* s'élèvent à 105,8 milliards et sont en baisse de 68,4 milliards. *Les dépenses sur ressources propres* s'établissent à 147,2 milliards et sont en augmentation de 5,3 milliards. *Les dépenses de restructuration et réhabilitations* baissent de 16,2 milliards et se chiffrent à 19,4 milliards.

Le service effectif de la dette publique au deuxième trimestre 2025 s'élève à 611,4 milliards, en augmentation de 202,7 milliards (+49,6%). Il comprend 136,4 milliards de dette extérieure et 475,0 milliards de dette intérieure. Le service effectif de la dette extérieure diminue de 16,7 milliards et s'établit à 136,4 milliards. Il est constitué de 95,8 milliards de remboursement du principal et 40,6 milliards d'intérêts. Les paiements au titre du service de la dette intérieure augmentent de 219,3 milliards pour s'établir à 475,0 milliards. Ils comprennent 41,6 milliards d'intérêts ; 13,5 milliards de remboursement du principal ; 14,7 milliards de remboursement de crédit TVA et 286,0 milliards d'arriérés intérieurs.

En cumul à fin juin 2025, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements se situent à 3 504,7 milliards. Elles sont en augmentation de 203,6 milliards en glissement annuel.

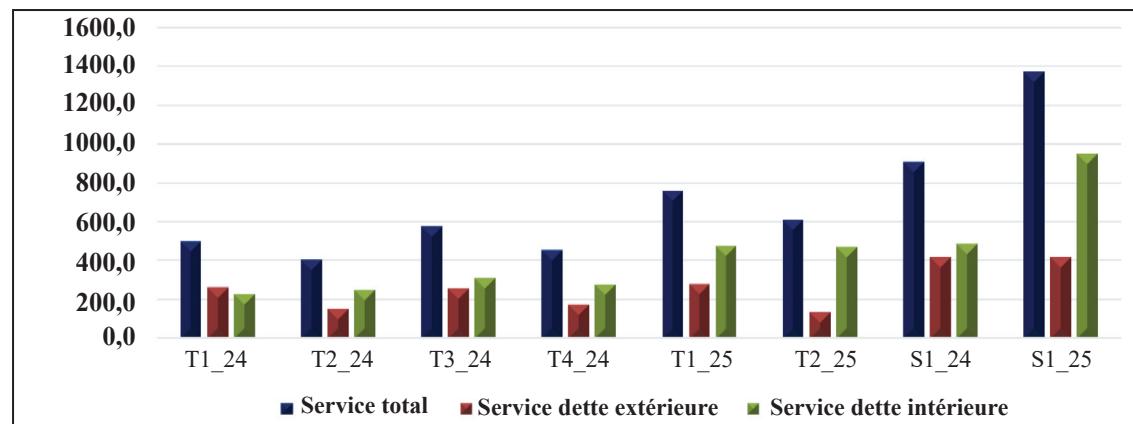
Graphique 6 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)



Source : MINFI

Les dépenses courantes hors intérêts diminuent de 60,0 milliards (-3,6%) et se situent à 1 530,2 milliards. Suivant les principales composantes, les dépenses de personnel s'accroissent de 5,4% et se chiffrent à 772,1 milliards ; les dépenses de biens et services augmentent de 11,2% et se situent à 412,9 milliards ; les dépenses de transferts et pensions baissent de 28,7% et s'établissent à 345,2 milliards.

Les dépenses d'investissements sont de 442,2 milliards, en baisse de 109,7 milliards comparativement à fin juin 2024. Les dépenses d'investissements sur financements extérieurs s'élèvent à 192,9 milliards, en diminution de 124,7 milliards (-39,3%). Les dépenses sur ressources propres se chiffrent à 219,7 milliards en hausse de 22,5 milliards (+11,4%). Les dépenses de restructurations s'établissent à 29,6 milliards, en baisse de 7,6 milliards (-20,3%).

Graphique 7 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)

Source : MINFI

Le service effectif de la dette publique s'élève à 1 371,0 milliards, en augmentation de 461,4 milliards (+50,7%). Il comprend 417,4 milliards de dette extérieure et 953,6 milliards de dette intérieure. Le service effectif de la dette intérieure a presque doublé, passant de 489,6 milliards à fin juin 2024 à 953,6 milliards à la même période de 2025. Il comprend notamment 32,3 milliards d'amortissement du principal ; 35,1 milliards de remboursement crédits de TVA et 580,2 milliards de paiements d'arriérés intérieurs.

Tableau 13 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

DÉPENSES	2ème trim. 2024 (a)	2ème trim. 2025 (b)	janv.-juin 2024 Réalisations (c)	janv.-juin 2025 Réalisations (d)	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
					(b)/(a)	(d)/(c)	(b)/(a)	(d)/(c)
I-Dépenses courantes	828,8	889,2	1588,0	1530,2	7,3	-3,6	60,4	-57,7
Dépenses de personnel	376,9	391,4	732,6	772,1	3,8	5,4	14,5	39,5
Dépenses de Biens & Services	247,2	309,8	371,4	412,9	25,3	11,2	62,6	41,6
Transferts et pensions	204,7	188,1	484,0	345,2	-8,1	-28,7	-16,7	-138,8
II- Dépenses des investissements	351,8	272,3	552,0	442,2	-22,6	-19,9	-79,4	-109,7
Sur financements extérieurs	174,2	105,8	317,6	192,9	-39,3	-39,3	-68,4	-124,7
Sur ressources propres.	141,9	147,2	197,2	219,7	3,7	11,4	5,3	22,5
Dépenses de restructurations	35,6	19,4	37,1	29,6	-45,6	-20,3	-16,2	-7,6
III- Dépenses diverses à régulariser	63,5	83,4	132,1	161,2	31,3	22,1	19,9	29,1
IV- Service de la dette publique	408,8	611,4	909,6	1371,0	49,6	50,7	202,7	461,4
Dette extérieure	153,0	136,4	420,1	417,4	-10,9	-0,6	-16,7	-2,6
Intérêts	44,7	40,6	113,6	120,7	-9,2	6,3	-4,1	7,2
Principal	108,4	95,8	306,5	296,7	-11,6	-3,2	-12,6	-9,8
Dette intérieure	255,7	475,0	489,6	953,6	85,8	94,8	219,3	464,0
dont - Intérêts	71,7	41,6	98,3	72,5	-41,9	-26,3	-30,1	-25,8
- Amortissement du principal	49,8	13,5	64,0	32,3	-72,8	-49,6	-36,3	-31,8
- Remboursement crédits de TVA	21,0	14,7	28,0	35,1	-30,2	25,2	-6,4	7,1
- arriérés intérieurs	89,1	286,0	220,1	580,2	220,8	163,6	196,8	360,1
TOTAL DÉPENSES BUDGETAIRES	1652,9	1856,4	3181,7	3504,7	12,3	10,2	203,6	323,1

Source : MINFI

Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme du premier semestre de l'exercice 2025, le solde global base ordonnancements se situe à 139,1 milliards. Le solde primaire base ordonnancements se chiffre à 297,3 milliards et le solde primaire non pétrolier à -7,1 milliards.

Les flux de financements extérieurs enregistrent un solde positif de 108,9 milliards. Ils résultent des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs d'un montant de 405,6 milliards et de l'amortissement du principal de la dette extérieure qui s'élève à 296,7 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'est détériorée de 147,2 milliards au terme du premier semestre 2025, en raison de l'effet conjugué, de l'aggravation des positions vis-à-vis des banques commerciales de 177,4 milliards, de la position vis-à-vis de la BEAC de 11,6 milliards et de l'amélioration du FMI à -41,8 milliards.

Tableau 14 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

SOLDES BUDGETAIRES	Fin juin. 2024	Fin juin. 2025
SOLDE GLOBAL BASE ORDONNANCEMENTS (NET*)	-61,5	139,1
SOLDE PRIMAIRE (NET*)	122,8	297,3
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	-226,2	-7,1

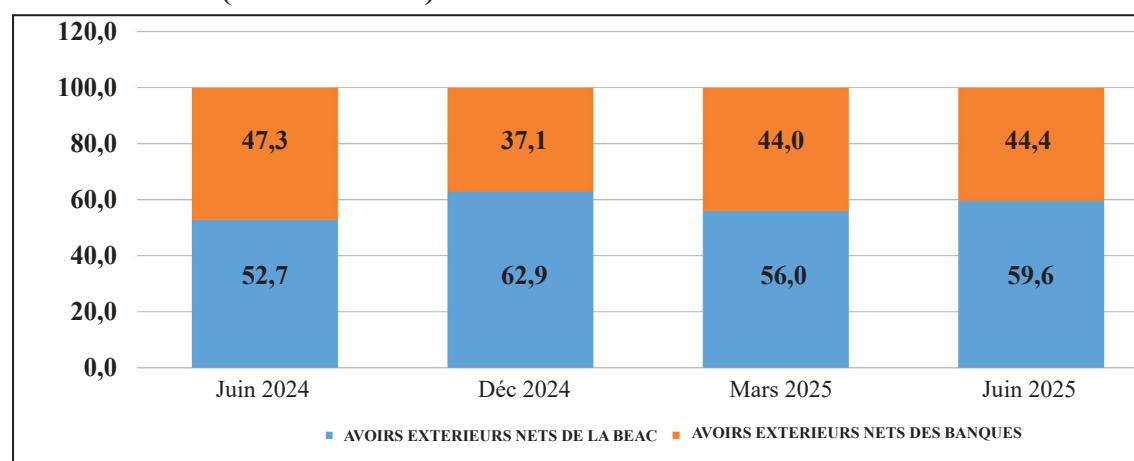
Source : MINFI *Hors remboursement crédits TVA

SITUATION MONÉTAIRE

A fin juin 2025, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 12 020,9 milliards, en hausse de 6,5% par rapport à fin mars 2025. Cette évolution est consécutive à la progression des avoirs extérieurs nets, des créances nettes sur l'Etat, et des crédits à l'économie. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 15,3%.

A fin juin 2025 et par rapport à fin mars 2025, les avoirs extérieurs augmentent de 12,5% pour s'établir à 3 595,7 milliards. Cette hausse est attribuable principalement au renforcement des avoirs extérieurs nets de la BEAC (+19,8%) et de ceux des banques (+3,3%). La forte progression des avoirs extérieurs nets de la BEAC se justifie par le regain des rapatriements des revenus d'exportations.

Graphique 8 : Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en % du total)



Sources : MINFI/BEAC

Graphique 9 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin juin 2025, le crédit intérieur se situe à 8 425,2 milliards, en hausse de 4,1% par rapport à fin mars 2025. Cette évolution est consécutive à la progression aussi bien des créances nettes sur l'Etat (+5,9%) que des crédits à l'économie (+3,5%).

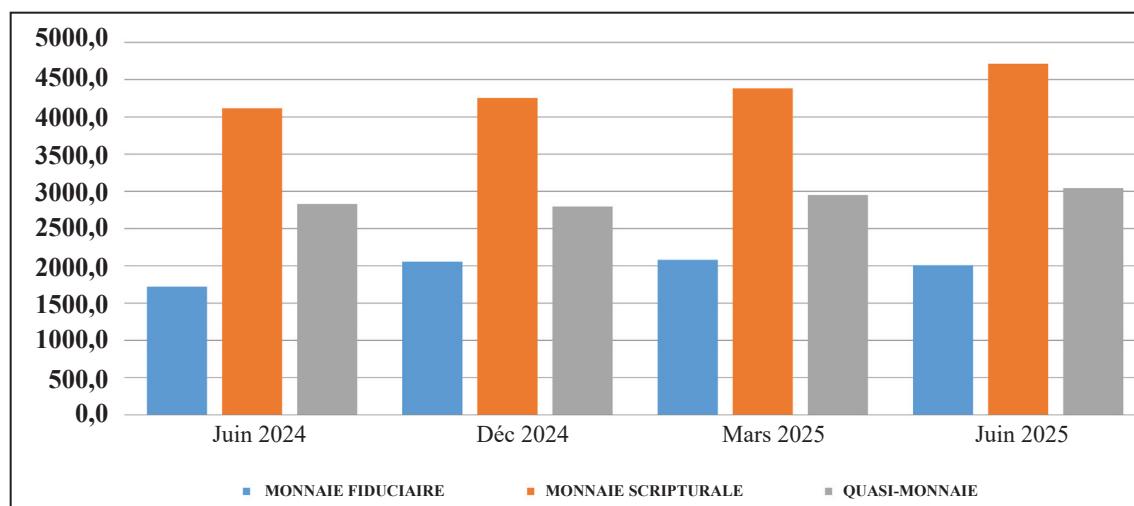
Les créances nettes sur l'Etat passent de 1 992,5 milliards à fin mars 2025 à 2 109,9 milliards à fin juin 2025, en lien avec la Position Nette du Gouvernement (PNG) qui s'aggrave de 7,6 % pour se situer à 2 290,7 milliards. Cette évolution se justifie par la détérioration de la PNG vis-à-vis de la BEAC qui quintuple pour se situer à 240,6 milliards, de la PNG vis-à-vis des banques qui progresse de 4,0% pour se situer à 838,3 milliards. A l'inverse, la PNG vis-à-vis du FMI s'améliore de 5,4% et se situe à 1 208,4 milliards.

Les crédits à l'économie croissent de 3,5% après une baisse de 3,2% à fin mars 2025. En valeur absolue, ils progressent de 215,8 milliards, pour se situer à 6 315,3 milliards à fin juin 2025. Cette évolution est attribuable au regain des crédits en faveur des institutions financières non bancaires qui passent de 18,3 milliards à 215,6 milliards. Les crédits au secteur privé non financier et aux entreprises publiques non financières ralentissent tout en restant sur une tendance haussière respectivement de (+0,1%) et (+1,6%).

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (55,9%). La part des crédits à moyen terme se situe à 40,6% et celle des crédits à long terme à 3,5%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 3,8% pour s'établir à 9 767,6 milliards à fin juin 2025. Elle est composée de 21,1% de monnaie fiduciaire ; 48,3% de monnaie scripturale et 30,6% de quasi-monnaie.

Graphique 10 : composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin juin 2025 et par rapport à la même date de 2024, la situation monétaire se caractérise par la hausse des avoirs extérieurs nets, des crédits à l'économie, des créances nettes sur l'Etat et de la masse monétaire. S'agissant des créances nettes sur l'Etat, la PNG croît de 14,1% en lien avec toutes ses composantes. La PNG vis-à-vis de la BEAC augmente de 141,9 milliards, la PNG vis-à-vis des banques (+152,9 milliards) et la PNG vis-à-vis du FMI (+30,9 milliards).

Les crédits à l'économie sont tirés par les crédits au secteur privé non financier qui passent de 5 132,1 milliards à 5 538,1 milliards, et les institutions financières non bancaires qui passent de 40,1 milliards à 1 079,5 milliards.

Note de Conjoncture Economique N°60
Novembre 2025

Au 30 juin 2025, les avoirs extérieurs nets se situent à 3 595,7 milliards, en hausse de 33,6 % par rapport au 30 juin 2024, consécutive à la consolidation des avoirs extérieurs nets de la BEAC (+51,0%) et des avoirs extérieurs nets des banques (14,1%). Les avoirs extérieurs nets des banques s'accroissent du fait de l'augmentation des titres publics souscrits par les banques dans les autres pays de la CEMAC. La part des avoirs extérieurs nets des banques décroît, passant de 47,3% à 40,4% tandis que celle de la BEAC croît et passe de 52,7% à 59,6%. Les avoirs extérieurs bruts du Cameroun à la BEAC peuvent couvrir 7,4 mois d'importations de biens et services en 2025, contre 6,3 mois en 2024. Toutefois, le principe communautaire de mise en commun des réserves de change dilue cette performance, en ce sens que les avoirs extérieurs de l'ensemble de l'ensemble de la CEMAC couvrent 4,5 mois d'importations contre 4,7 mois en 2024.

Les avoirs extérieurs nets permettent de garantir la couverture des engagements extérieurs. Le taux de couverture de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque Centrale. Pour le cas du Cameroun, le taux de couverture s'améliore en se situant à 74,1% contre 71,1% en fin juin 2024. Par contre, au niveau de l'ensemble de la zone CEMAC, le taux de couverture se dégrade en passant de 74,9% en fin juin 2024 à 72,7% en fin juin 2025.

Dans le cadre du maniement des taux d'intérêts, la BEAC a abaissé le 27 mars 2025 à 4,5% le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO), son principal taux directeur. La facilité de prêt marginal, qui est le taux auquel la BEAC prête de l'argent aux banques commerciales pour une durée n'excédant pas 24 heures, est passé de 6,75% en mars 2024 à 6% en mars 2025. Reflétant ces évolutions, le Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) (taux auquel les banques commerciales s'échangent l'argent), est passé de 5,75 % en septembre 2024 à 4,5 % en mars 2025.

Tableau 15 : Evolution des taux directeurs de la BEAC et des conditions de banques (en %)

	Nov. 2021	Déc. 2021	Mars 2022	Avril 2022	Juin 2022	Sept. 2022	Déc 2023	Sept 2024	Mars 2025	Sept 2025
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	3,50	3,50	3,50	4,00	4,00	4,50	5,00	5,00	4,50	4,50
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	4,34	4,21	4,46	4,43	4,43	4,45	5,71	5,75	4,50	4,50
Taux de la facilité marginale de prêt	5,25	5,25	5,25	5,75	5,75	6,26	6,75	6,75	6,00	6,00
Taux de facilité de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Taux crééditeur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45

Source : BEAC

Par ailleurs, la politique des réserves obligatoires consiste pour la BEAC à réguler la liquidité bancaire, lorsque l'économie fait face à une conjoncture ou choc. Le coefficient des réserves obligatoires est resté inchangé à 7% pour les dépôts à vue et à 4,5% pour les dépôts à terme. A fin juin 2025, les réserves obligatoires sont de 544,0 milliards. Elles sont rémunérées au taux de 0,05% et représentent la moitié de l'ensemble des réserves des banques à la BEAC, évalués à 1 152,3 milliards à fin juin 2025.

Tableau 16 : Situation monétaire large à fin juin 2025 (en milliards de FCFA)

	Juin 2024	Déc.2024	Mars 2025	Juin 2025	Variations (en %)	
	a	b	c	d	d/c	d/a
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTE ME MONETAIRE	10 423,3	11 094,9	11 287,2	12 020,9	6,5	15,3
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 692,4	2 785,6	3 195,2	3 595,7	12,5	33,6
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 419,5	1 753,3	1 788,5	2 143,2	19,8	51,0
dont : Comptes d'opérations	1 920,5	2 164,3	2 075,5	2 272,1	9,5	18,3
Avoirs en devises	862,7	1 016,6	1 137,0	1 290,9	13,5	49,6
Recours aux Crédits FMI	853,1	918,9	953,1	898,9	-5,7	5,4
Avoirs extérieurs nets des BCM	1 272,9	1 032,3	1 406,7	1 452,5	3,3	14,1
CREDIT INTERIEUR (a+b)	7 730,9	8 309,3	8 092,0	8 425,2	4,1	9,0
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (a)	1 984,9	2 009,5	1 992,5	2 109,9	5,9	6,3
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	2 008,0	2 172,1	2 128,1	2 290,7	7,6	14,1
AUTRES CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-23,1	-59,1	-135,6	-180,8	33,3	683,5
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	5 746,0	6 299,8	6 099,5	6 315,3	3,5	9,9
INSTITUTIONS BANCAIRES EN LIQUIDATION	0,3	0,0	0,0	0,0	4,5	-93,1
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES NON ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	14,6	224,5	12,7	15,4	21,2	5,1
INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	40,1	35,1	18,3	215,6	1 079,5	437,9
ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIERES	558,8	520,9	537,7	546,2	1,6	-2,2
SECTEUR PRIVE NON-FINANCIER	5 132,1	5 519,4	5 530,8	5 538,1	0,1	7,9
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	10 423,3	11 094,9	11 287,2	12 020,9	6,5	15,3
MONNAIE FIDUCIAIRE	1 722,8	2 053,7	2 080,8	2 009,6	-3,4	16,7
MONNAIE SCRIPTUALE:	4 116,5	4 256,8	4 382,5	4 716,0	7,6	14,6
BEAC	4,5	2,3	3,0	192,6	6 298,9	4 214,3
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	4 087,5	4 219,2	4 341,2	4 485,7	3,3	9,7
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	24,6	35,2	38,3	37,6	-1,8	53,0
CENTRE DES CHEQUES POSTAUX (CCP)	0,0	0,0	0,0	0,0		
DISPONIBILITES MONETAIRES	5 839,3	6 310,4	6 463,4	6 725,6	4,1	15,2
QUASI-MONNAIE	2 829,1	2 794,5	2 951,0	3 042,0	3,1	7,5
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	2 791,9	2 751,5	2 904,6	2 994,7	3,1	7,3
AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES ELIGIBLES AU REFINANCEMENT DE LA BEAC	37,2	42,9	46,5	47,3	1,8	27,1
DISPONIBILITES MONETAIRES ET QUASI-MONETAIRES	8 668,4	9 104,9	9 414,4	9 767,6	3,8	12,7
AUTRES POSTES NETS	1754,9	1 990,0	1 872,8	2 253,3	20,3	28,4

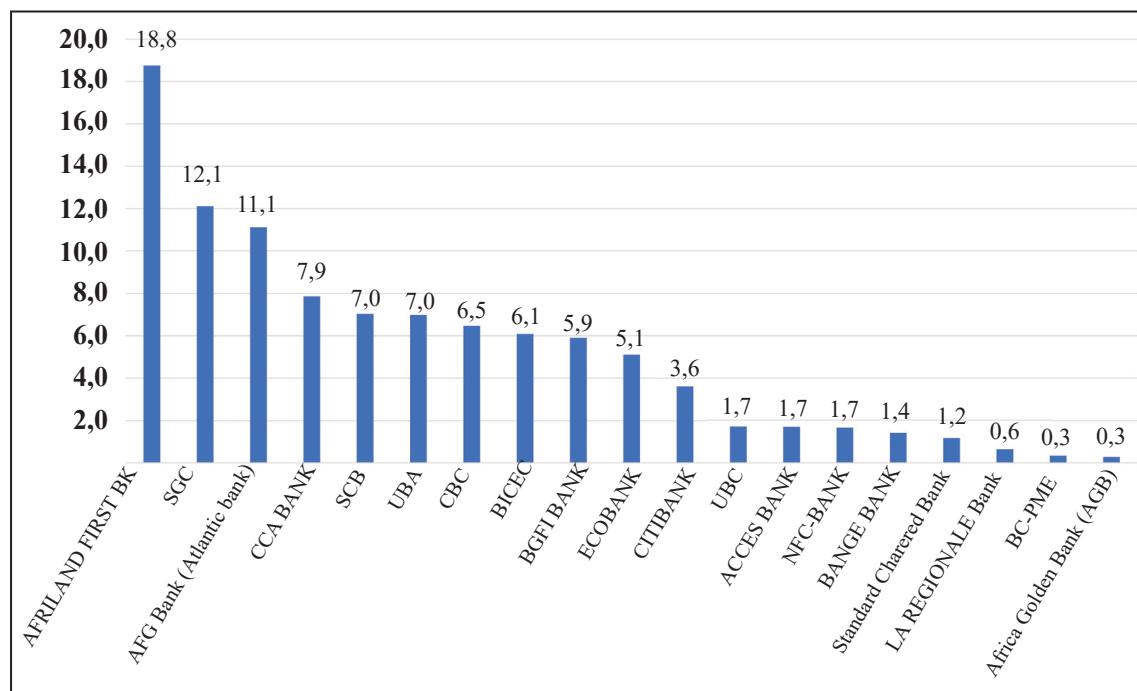
Source : BEAC

SECTEUR BANCAIRE

Secteur Bancaire

A fin juin 2025, le paysage bancaire du Cameroun est animé par 19 banques. Le total des bilans se chiffre à 112 070,5 milliards, dont 18,8% du total enregistré par Afriland First Bank, 12,1% par la SGC, 11,1% par AFG Bank, 7,9% par CCA Bank, 7,0% par SCB, 7,0% par UBA, 6,5% par la BICEC et 5,9% par BGFIBANK.

Graphique 11: Classement des banques en fonction du total de bilan à fin juin 2025



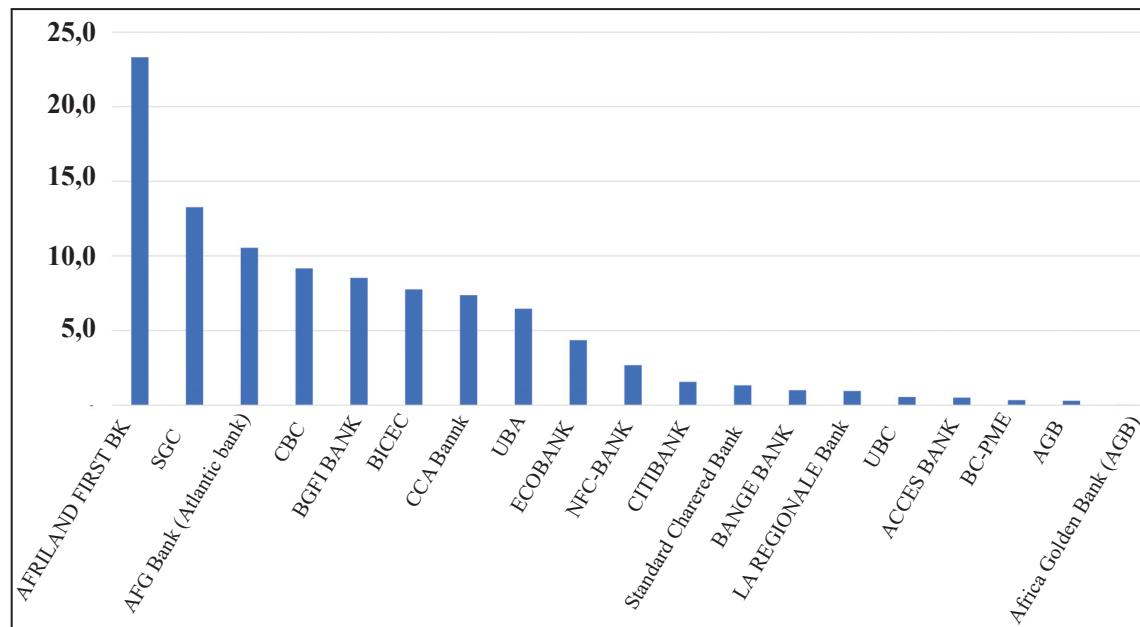
Source : MINFI

A fin juin 2025, les dépôts progressent de 10,9% par rapport au 30 juin 2024, pour se situer à 8 783,3 milliards. Cette évolution est essentiellement attribuable à l'augmentation des dépôts des « institutions sans but lucratif au service des ménages » (+51,5%), des « Autres sociétés non financières » (+17,5%), des « Administrations publiques centrales » (+13,9%), des « Administrations de sécurité sociale » (+17,5%), et des « Particuliers » (+12,0%). Par nature, les dépôts des régimes spéciaux (bons de caisse) et les dépôts à terme sont en hausse, respectivement de 19,6% et 6,2% et pèsent 6,1% et 11,2% de l'ensemble des dépôts. Les dépôts à vue augmentent de 11,0% et pèsent 82,7% de l'ensemble des dépôts. Ces dépôts sont portés principalement par Afriland First Bank (19,2% du total), SGC (13,2%), AFG Bank (11,5%), CCA Bank (8,2%), SCB (7,6%), UBA (7,5%), et BICEC (6,4%).

L'encours des crédits est de 6 118,0 milliards, en hausse de 9,1% par rapport au 30 juin 2024. Cette progression est consécutive à l'augmentation des crédits aux autres sociétés non financières et à l'administration publique centrale. S'agissant de la distribution des crédits, 56,9% de l'encours sont accordés aux autres sociétés non financières ; 22,0% aux particuliers ; 10,0% aux autres sociétés non financières

publique et 5,1% à l'administration publique centrale. Afriland First Bank détient 23,3% des parts de marché. Elle est suivie par la SGC (13,2%), AFG Bank (10,5%), CBC (9,1%), SCB (8,5%), BGFIBANK (7,8%), BICEC (7,4%), CCA Bank (6,7%), UBA (4,4%), ECOBANK (2,7%) et NFC-BANK (1,6%).

Graphique 12 : Parts de marché des crédits à fin juin 2025



Source : MINFI

Les créances brutes en souffrances représentent en moyenne 14,9% de l'encours des crédits, soit 915,8 milliards. Toutefois, sept banques enregistrent des taux de créances en souffrance supérieurs à cette moyenne. Par ailleurs, le taux de couverture des crédits par les dépôts est de 141%.

S'agissant des ratios prudentiels :

- 01 banque sur 19 présente des fonds propres nets négatifs ;
- 02 banques ne respectent pas le ratio de solvabilité ;
- 01 banque ne respecte pas le ratio de couverture des immobilisations ;
- 02 banques ne respectent pas le ratio de liquidité ;
- 03 banques ne respectent pas le ratio de transformation à long terme.

INFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES

Hausse des prix à la consommation finale des ménages

Au deuxième trimestre 2025 et par rapport au trimestre précédent, les prix à la consommation finale des ménages progressent de 0,8%. Cette hausse est tirée celle des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,1%). A contrario, le niveau des prix des services de communication recule de 0,1%.

L'accroissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est consécutif à celui des prix des « légumes » (+5,1%), des « poissons et fruits de mer » (+2,4%), des « viandes » (+1,8%), des « pains et céréales » (+0,9%) et des « laits, fromage et œufs » (+0,6%). L'on enregistre a contrario un recul des prix des « sucre et confiserie » (-1,1%), des fruits (-1,0%) et des « huiles et graisses » (-0,4%).

Suivant l'origine des produits, l'on observe une augmentation de 0,9% des prix des produits locaux et de 0,3% de ceux importés. Sur le plan spatial, le niveau des prix est en hausse dans tous les chefs-lieux de région, mais bien en deçà du seuil communautaire. Le niveau d'inflation le plus élevé est enregistré à Yaoundé et Bafoussam (+1,2%) tandis que le plus bas est à Maroua (+0,2%).

Tableau 17 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Base 100 année 2022)

Postes de dépenses	Poids	2ème	1 ^{er}	2ème	1 ^{er}	1 ^{er}	Variations (en %)		
		trim. 2024	trim. 2025	trim. 2025	Sem. 2024	Sem. 2025	(c)/(b)	(c)/(a)	(e)/(d)
Evolution suivant les fonctions de consommation									
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	31,8	115,8	121,4	123,9	114,4	122,7	2,1	7,0	7,2
Boissons alcoolisées et tabacs	1,4	105,9	108,8	109,8	105,3	109,3	0,9	3,8	3,8
Articles d'habillement et chaussures	9,8	106,7	108,7	108,7	106,5	108,7	0,1	1,9	2,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	12,9	106,6	108,8	108,8	105,9	108,8	0,0	2,1	2,7
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	5,1	109,2	110,1	110,4	108,8	110,2	0,3	1,1	1,3
Santé	4,8	101,4	101,9	102,0	101,3	101,9	0,2	0,6	0,6
Transports	11,3	130,0	131,8	132,0	127,1	131,9	0,1	1,5	3,8
Communication	4,6	100,5	100,2	100,1	100,4	100,1	-0,1	-0,4	-0,3
Loisirs et culture	3,4	102,5	103,0	102,9	102,5	103,0	0,0	0,4	0,4
Enseignement	3,1	104,5	106,2	106,3	104,5	106,2	0,1	1,6	1,6
Restaurants et hôtels	6,7	106,7	108,7	109,2	106,5	108,9	0,5	2,4	2,3
Biens et services divers	5,2	107,5	108,8	109,1	107,2	109,0	0,2	1,5	1,6
Indice Général	100	111,9	114,7	115,6	110,9	115,2	0,8	3,4	3,8
Evolution suivant les groupes									
Produits locaux		112,8	115,9	117,0	111,7	116,4	0,9	3,7	4,2
Produits importés		109,5	111,7	112,1	108,8	111,9	0,3	2,3	2,8
Evolution suivant les différentes régions									
Yaoundé		111,5	114,1	115,4	110,6	114,7	1,2	3,5	3,8
Douala		112,5	115,3	116,1	111,6	115,7	0,7	3,2	3,7
Maroua		115,6	118,0	118,2	112,8	118,1	0,2	2,3	4,8
Bafoussam		112,2	114,8	116,3	111,1	115,6	1,2	3,6	4,0
Buea		111,4	114,5	115,5	110,6	115,0	0,9	3,7	4,0
Garoua		109,5	112,3	112,9	109,0	112,6	0,6	3,1	3,4
Ebolowa		112,0	114,7	115,1	111,0	114,9	0,4	2,8	3,5
Ngaoundéré		111,2	115,8	116,4	111,0	116,1	0,5	4,7	4,6
Bertoua		111,7	113,2	113,7	111,6	113,4	0,4	1,8	1,6
Bamenda		108,2	113,2	114,0	107,9	113,6	0,7	5,4	5,3

Sources : INS, MINFI

Au premier semestre 2025, et comparativement à la même période de 2024, l'inflation est de 3,8%. Cette évolution est en grande partie imputable à la hausse du niveau des prix sur les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+7,2%) et du coût des « transports » (+3,8%), malgré un léger repli des coûts de communication (-0,3%). Concernant particulièrement les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, l'accroissement est principalement tiré par celle des prix des « légumes » (+11,9%), des « fruits » (+11,5%), des pains et céréales (+6,3%), des « poissons et fruits de mers » (+3,8%), des « huiles et graisses » (+3,7%), des « viandes » (+3,5%), et des « laits, fromage et œufs » (+3,2%). On enregistre à l'inverse un recul des prix des « sucre et confiserie » (-0,5%). Les prix des biens et services produits localement progressent de 4,2% contre 2,8% pour les biens importés.

Mises à la consommation des produits pétroliers avals

Au deuxième trimestre 2025, les quantités de produits pétroliers blancs mises à la consommation reculent de 1,3% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse de la demande. Par produits, on enregistre des baisses pour le super (-3,1%) et le pétrole lampant (-23,6%). Par contre, les quantités mises à la consommation de gasoil et de jet A1 augmentent respectivement de 1,6% et 3,8%. Pour ce qui est des produits lourds, la consommation de fuel 180 baisse de 17,9%. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, la consommation des produits blancs progresse de 4,0%, consécutivement à la hausse de tous les sous-produits. En revanche, la mise en consommation de fuel 180 recule de 20,5%.

Tableau 18 : Mises à la consommation des produits pétroliers (en milliers de litres)

Rubriques	1SEM2024	1T25	2T25	1SEM2025	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(c/b)	(d/a)
Produits blancs	1 108 652	580 394	572 782	1 153 176	-1,3	4,0
Super	411 429	226 531	219 501	446 032	-3,1	8,4
Pétrole lampant	44 809	27 467	20 997	48 463	-23,5	8,1
Jet A1	52 922	28 702	29 800	58 502	3,8	10,5
Gasoil	599 491	297 695	302 485	600 179	1,6	0,1
Produits lourds : Fuel 180	26 220	11 448	9 400	20 848	-17,8	-20,4

Source : CSPH

Offre de gaz domestique

Au deuxième trimestre 2025, la production de gaz domestique (GPL) baisse de 18,0% par rapport au trimestre précédent, avec notamment la baisse de l'activité de production à la SNH. Toutefois, les approvisionnements augmentent de 3,4%, grâce à la hausse de 6,3% des importations. Le volume de GPL mis à la consommation augmente de 72,6%. Au premier semestre 2025 et en glissement annuel, les approvisionnements en GPL croissent de 25,5%, en lien avec l'accroissement de 30,3% des quantités importées. La production nationale baisse de 4,5%. Les mises à la consommation augmentent de 33,5%.

Tableau 19 : Offre de gaz domestique (en tonnes métriques)

Gaz domestique	1SEM2024	1T25	2T25	1SEM2025	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(c/b)	(d/a)
Production	15 151	7 951	6 519	14 470	-18,0	-4,5
Importations	94 175	59 479	63 228	122 707	6,3	30,3
Total approvisionnement	109 326	67 430	69 747	137 177	3,4	25,5
Mises à la consommation	89 759	43 947	75 871	119 818	72,6	33,5

Source : CSPH

Autres informations socioéconomiques

Le 02 avril 2025, la BEAC a présenté à Bangui, la nouvelle gamme de pièces de monnaie pour faire face à la pénurie constatée dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale depuis plusieurs années. Les nouvelles pièces de 50 francs et de 100 francs ont une forme en polygone pour échapper aux paramétrages des machines à sous dont la forme circulaire des anciennes pièces, correspondait à leur fonctionnement.

L'inauguration du pont sur le fleuve Logone a eu lieu le 28 avril 2025. Cet ouvrage relie le Cameroun (à travers la ville de Yagoua), et le Tchad (à travers la ville de Bongor). Il permettra de fluidifier les échanges commerciaux et la circulation des personnes en entraînant une réduction des délais de traversée et une baisse des coûts logistiques.

Le nouveau terminal à conteneur du Port de Kribi a été inauguré par le Gouvernement le 9 mai 2025 avec un quai de 715 mètres, uniquement dédié aux conteneurs. Cette nouvelle extension du Port Autonome de Kribi, d'une capacité annuelle estimée à 1,3 million de conteneurs équivalents vingt pieds, va booster la productivité du transport maritime.

Le Gouvernement a inauguré le 12 juin 2025, une nouvelle unité industrielle de production de clinker et du ciment à Figuil dans la région du Nord. Cette dernière a pour but de produire 1000 tonnes de clinker par jour à base d'un mélange de matériaux locaux (calcaire + argile + sable); ce qui permettra à CIMENCAM Figuil de faire passer sa production de ciment de 250 000 tonnes à 500 000 tonnes par an.

Le Gouvernement et les acteurs de la filière meunière et boulangerie, ont convenu le 25 juin 2025 d'une incorporation des farines locales, notamment celle de manioc dans la fabrication du pain et de certaines pâtisseries. La farine de manioc sera mélangée à hauteur de 5% maximum dans un premier temps à la farine de blé, compte tenu d'un stock disponible de 400 tonnes de farine de manioc.

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances

Directeur de publication Adjoint

YAOUBA ABDOULAYE, Ministre Délégué

Superviseur

NGAKOUMDA Gabriel, Chef de la Division de la prévision

Coordonnateur technique :

MOHAMADOU AMINOU, Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

Rédacteurs :

- NANA Jacques Barnabé, Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Extérieur ;
- LELE TAGNE Berlin, Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de l'Economie Réelle ;
- NKAKE EDINGUELE Zacharie, Chef de Cellule des Finances Publiques ;
- AWONO Frédéric, Chef de la Cellule Informatique ;
- DONGMO TSANGUE Christian, Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;
- FORGWEI Festus NYOWEKE, Chef de Service des Affaires Générales ;
- ZIBI ATANGANA Jean Florian, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MENDOUGA Serge Hervé, Chargé d'Etudes Assistant ;
- TONYE Jacques, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BANGUE Charles, Chargé d'Etudes Assistant ;
- PENDA Simon Micarel, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDOUMBE LOBE Benoit, Chargé d'Etudes Assistant ;
- FOTSING SIELINOU, Chargé d'Etudes Assistant ;
- ABESSOLO Raoul, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BAKELINGUIN Justin, Chargé d'Etudes Assistant ;
- WAKAM Ignace, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDONGO Epse ONANA René Carole, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NJOPNANG THIEGUE Alvine, Chargé d'Etudes Assistant ;
- METSAMA Martin, Cadre ;
- HAMADOU DAOUDA, Cadre ;
- NJI FIFEN NGANGUE H, Cadre ;
- TABI MVE Guy Stéphane, Cadre ;
- DONGMO GAPGHO Boris, Cadre ;
- CHADJEU NANA Loïc, Cadre.

Les versions actuelles et antérieures de cette note de conjoncture sont disponibles en français et en anglais sur les sites internet suivants
www.minfi.gov.cm et www.dgb.cm